



LE DEVOIR

Vol. XCIII N° 232

LES SAMEDI 12 ET DIMANCHE 13 OCTOBRE 2002

1,95 \$ + TAXES = 2,25 \$

Les camionnettes blanches sur la liste noire

Bernard Landry au Devoir

Le PQ jouera son existence aux prochaines élections

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le Parti québécois jouera son existence lors des prochaines élections générales, reconnaît le premier ministre Bernard Landry.

Dans le contexte d'une lutte à trois avec l'Action démocratique du Québec, qui mène largement dans les intentions de vote, le PQ se retrouve dans une situation qui appelle l'action urgente. L'option souverainiste est également fragilisée: une défaite péquiste pourrait bien entraîner sinon l'enterrement de la cause, du moins son report aux calendes grecques, a affirmé M. Landry en entrevue au Devoir hier.

«La prochaine échéance est grave. Je ne suis pas prophète et je ne veux pas être fataliste non plus, mais je dis que nous sommes à haut risque si on ne le fait pas d'ici cinq ans», a fait valoir M. Landry.

Question de bien faire sentir qu'il est minuit moins cinq, le premier ministre a rappelé sur un ton quelque peu dramatique que certains peuples ont survécu mais que, dans d'autres cas, il ne reste plus que des tombeaux et quelques monuments pour témoigner de leur passage, comme c'est le cas des

«Je me bats
dans un
contexte
d'urgence»

VOIR PAGE A 12: LANDRY

■ Santé: Ottawa peut garder
tout son or, page A 3

■ *Le tireur
aurait fait une
huitième victime*

■ *La police bloque
toutes les autoroutes*

D'APRÈS L'AFP ET LE MONDE

La série de meurtres gratuits se poursuit dans la région de Washington. Hier, un homme a été tué par balle alors qu'il faisait le plein d'essence à 80 kilomètres au sud de la capitale fédérale, un drame qui présente des similitudes avec les sept meurtres attribués à un tireur embusqué dans la région depuis le 2 octobre. Tout laisse croire que ce nouveau crime est l'œuvre du même tueur, mais hier soir, les policiers disaient ne pas en avoir la certitude.

Le drame est survenu à 9h40 hier matin dans une station-service de Fredericksburg, en Virginie, et le décès de la victime a été confirmé en après-midi, mais le chef de la police du comté de Montgomery, Charles Moose, qui coordonne l'enquête, n'a pas été en mesure de dire s'il s'agit bel et bien du même tueur qui terrorise la région depuis une semaine. C'est lors d'une conférence de presse prévue ce matin qu'on devrait savoir si un lien avec l'auteur de sept meurtres peut être établi, a-t-il ajouté.

La victime est un homme de race noire. Le shérif de la police locale, Ronald Knight, a indiqué qu'un policier se trouvait à quelques dizaines de mètres de la station-service en raison d'un accident de la circulation. «Le policier a entendu un seul coup de feu», a-t-il précisé, ajoutant que le décès a été constaté à l'hôpital.

Une camionnette blanche de type Chevy Astro Van avec deux hommes à l'intérieur a été vue quittant les lieux avec précipitation peu après le tir. Les policiers ont immédiatement mis en place des barages volants, notamment sur l'autoroute voisine 95, et procédé à des vérifications d'identité. Les témoins qui ont aperçu le véhicule ont par la suite été interrogés par les enquêteurs. «Nous vérifions tous les véhicules qui correspondent à ce signalement et nous avons

VOIR PAGE A 12: TIREUR

■ Autres informations en page A 4



Les policiers ont constaté que le tueur commençait à faire des erreurs. Il aurait notamment laissé tomber un ticket de parking, susceptible d'aider les enquêteurs à l'identifier, notamment grâce aux empreintes.

REUTERS

SCIENCES

Asthme: sortir des sentiers battus

Une tête d'affiche de la recherche sur les allergies et l'asthme, Thomas Platts-Mills, de l'université de la Virginie, recommande aux gamins asthmatiques de faire davantage d'activité physique alors que la plupart d'entre eux s'interdisent habituellement de faire du sport de peur de déclencher l'obstruction de leurs bronches. Il ne voit par ailleurs aucune menace pour la santé des enfants de laisser gambader chiens et chats dans la maison. Bien au contraire. Il a été l'un des premiers scientifiques à affirmer que la présence de ces bêtes accroît la tolérance à divers allergènes... mais pas pour la même raison que celle invoquée par les autres spécialistes de la question.

■ À lire en page A 12

ACTION DE GRÂCES

**Le Devoir ne sera pas
publié lundi. De retour
mardi. Bon congé.**

INDEX

Actualités..... A2	Éducation..... B6
Annonces..... C6	Idées..... B5
Avis publics..... C8	Monde..... C11
Bourse..... C4	Mots croisés..... C6
Carrières..... C2	Météo..... C9
Économie..... C1	Perspectives..... B1
Éditorial..... B4	Sports..... C12

Elia Suleiman, le cinéaste enfanté par Nazareth

La question palestinienne est une plaie ouverte sur la carte du monde, et le cinéaste Elia Suleiman la révèle dans *Intervention divine*. Ce film, projeté au FCMM, prend l'affiche d'Ex-Centris dès vendredi. Complexe et brillante, cette œuvre fait réfléchir et trouble aussi.

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Elia Suleiman est né à Nazareth. Peut-on passer son enfance dans une ville aussi chargée d'histoire, de symboles, de feu et de sang sans témoigner d'elle? Et comment s'en élever vraiment un jour? Le cinéaste vit désormais à Paris, trouve la vie impossible en Palestine, mais le scénario qu'il concocte, une histoire d'amour, parle encore de Nazareth. Évidemment.

Politiques, ses films? Il refuse le qualificatif, à tort ou à raison. Pour lui, tout est politique et rien ne l'est. N'empêche...

Dans *Intervention divine*, un ballon arborant le portrait d'Arafat survole un poste de contrôle militaire et nargue les soldats, la guerre et le terrorisme tuent les pères Noël et séparent les amants. Avec ce film remarquable, Elia Suleiman a brossé un profil de Nazareth en ville devenue folle.

Au dernier Festival de Cannes, bien avant qu'au palmarès *Intervention divine* ne rafle le prix du jury (en plus d'être couronné par la critique internationale), la rumeur — la-bas souveraine —, jumelée à l'enthousiasme de la presse, avait propulsé le

film comme un boulet de canon sur la planète cinéma.

Cette œuvre ambiguë, inclassable, tantôt burlesque, tantôt tragique, tantôt poétique, à la fois chronique d'un peuple envahi et histoire d'amour impossible entre un Palestinien de Jérusalem (incarné par le cinéaste) et une Palestinienne de Ramallah, a été un des coups de cœur de la Croisette. Plusieurs critiques ont alors comparé Elia Suleiman à Buster Keaton et Jacques Tati. A cause de son visage imperturbable, qui suscite le rire par son flegme même.

En entrevue, c'est d'ailleurs l'humour du cinéaste qui frappe, son ouverture d'esprit aussi. «À quoi bon charger Ariel Sharon de tous les péchés d'Israël?», demande-t-il. C'est trop simple. Il est tout petit comparé à George Bush, à Tony Blair, à Berlusconi. La droite monte un peu partout, faisant tache d'huile sur la planète. À New York, depuis le 11 septembre 2001, des gens qui aiment mon film n'osent pas

me regarder dans les yeux. Je suis devenu suspect parce que je suis Palestinien. 90 % des intellectuels là-bas appuient George Bush, alors... »



«Les politiciens
lavent le cerveau
des gens.
Bien sûr
qu'il y a moyen
de s'entendre
entre nous.»

VOIR PAGE A 12: SULEIMAN



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«À New York, depuis le 11 septembre, des gens qui aiment mon film n'osent pas me regarder dans les yeux. Je suis devenu suspect parce que je suis Palestinien», dit Elia Suleiman.



PETER SCOWEN

LE LIVRE NOIR DES ÉTATS-UNIS

Un best-seller international! Bientôt traduit en dix langues.
En primeur au Québec. Paru le 4 septembre 2002.

LE LIVRE NOIR
DES ÉTATS-UNISLES INTOUCHABLES
www.lesintouchables.com

• LES ACTUALITÉS •

Le Nobel de la paix à Jimmy Carter

Un pied de nez à l'administration Bush

AGENCE FRANCE-PRESSE

O slo — L'attribution du prix Nobel de la paix 2002 à l'ancien président américain Jimmy Carter récompense ses efforts en faveur d'une résolution pacifique des conflits mais constitue aussi une « critique » de la politique irakienne des États-Unis et des pays qui les soutiennent.

Le Comité Nobel norvégien a distingué hier M. Carter, président démocrate des États-Unis entre 1977 et 1981, notamment pour son rôle décisif dans les accords de paix de Camp David entre Israël et l'Égypte.

L'attribution du prix à M. Carter, 78 ans, « peut et doit aussi être interprétée comme une critique de la politique de l'administration actuelle au pouvoir aux États-Unis vis-à-vis de l'Irak », a déclaré Gunnar Berge, président du Comité Nobel, à la question d'un journaliste.

Elle constitue en outre une critique « à tous les pays qui ont adopté la même position » que les États-Unis, a-t-il dit en réponse à une autre question.

La distinction de M. Carter survient alors que le Congrès américain vient de donner son feu vert à la Maison-Blanche pour un recours unilatéral éventuel à la force contre l'Irak afin d'éliminer ses armes de destruction massive.

« Je ne veux faire aucun commentaire particulier sur les politiques menées par le président Bush, mais je pense qu'avant de nous engager dans quelque guerre que ce soit, nous devons épuiser toute autre

voie alternative, y compris la négociation et la médiation, ou, si cela n'est pas possible dans le cas de l'Irak, travailler par le truchement des Nations unies », a réagi M. Carter dans un entretien accordé à la chaîne américaine CNN.

Un peu plus tard, M. Carter a toutefois affirmé que s'il avait été membre du Congrès, il aurait voté contre l'autorisation donnée au président Bush d'user de la force en Irak.

La référence à la politique actuelle des États-Unis en Irak a provoqué des remous jusque dans les rangs du Comité Nobel, deux de ses cinq membres s'empressant de désavouer leur président, affirmant que ses propos n'engageaient que lui.

M. Berge lui-même a dû tempérer ses déclarations, soulignant qu'elles étaient à mettre « à son propre compte ».

Multirécidiviste des « nominations Nobel », M. Carter avait déjà failli partager le prix Nobel de la paix en 1978 avec le président égyptien Anouar al-Sadate et le premier ministre israélien Menahem Begin, mais sa candidature n'avait alors pas été proposée à la date butoir du 1^{er} février.

Dans ses attendus, le Comité Nobel a expliqué qu'il tenait à récompenser l'ancien président américain « pour ses décennies d'efforts infatigables en faveur d'une résolution pacifique des conflits internationaux, des progrès de la démocratie et des droits de l'homme ainsi que de la promotion du développement économique et social ».

« Dans une situation actuellement

marquée par des menaces de recours à la force, Carter est resté fidèle aux principes selon lesquels les conflits doivent dans la mesure du possible être résolus par la médiation et la coopération internationale sur la base du droit international, du respect des droits de l'homme et du développement économique », a aussi indiqué le comité dans une allusion à peine voilée à la question irakienne.

Vingt ans

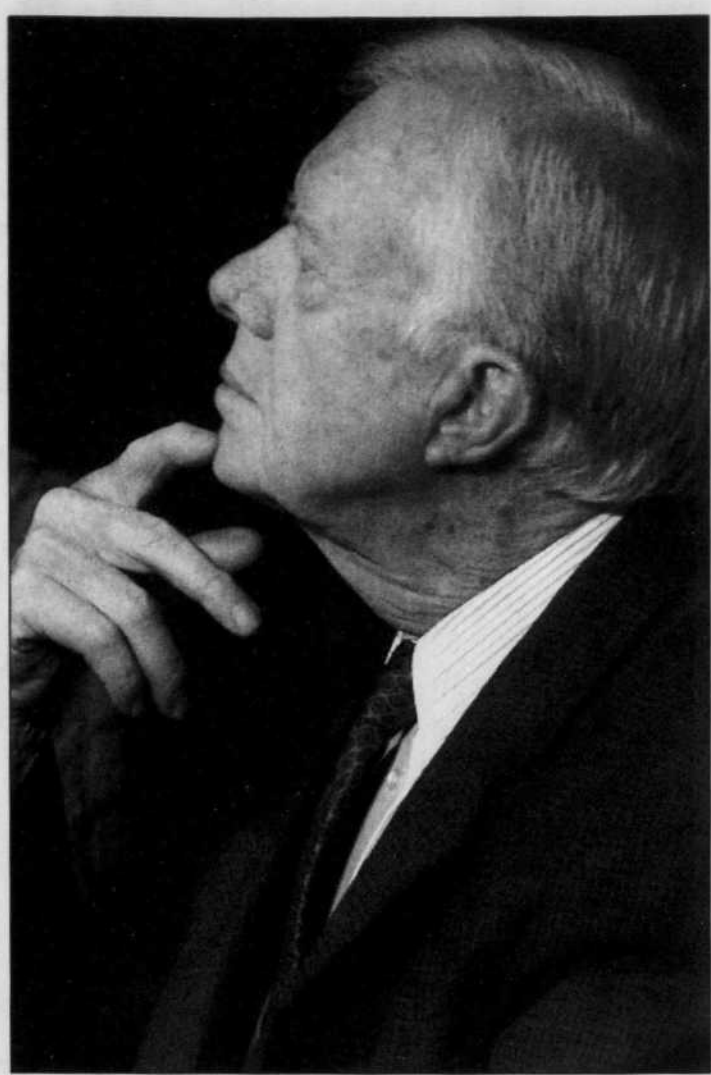
Le Centre Carter, organisation non gouvernementale spécialisée dans la résolution des conflits et l'aide au développement humanitaire, sur laquelle l'ancien président américain s'est appuyé pour déployer ses efforts de paix, fête cette année ses 20 ans, ont aussi relevé les cinq « sages ».

Donné par avance comme l'un des favoris pour le Nobel de la paix cette année, le président afghan Hamid Karzai s'est montré beau joueur, affirmant que M. Carter « méritait plus ce prix que moi ».

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, lui-même colauréat du Nobel de la paix 2001 avec l'ONU, s'est dit « ravi ».

Le ministre cubain des Affaires étrangères Felipe Pérez Roque a lui aussi exprimé la « grande satisfaction » de son pays, où M. Carter avait fait une visite historique en mai dernier.

Le prix, qui consiste en une médaille d'or, un diplôme et un chèque d'un montant de dix millions de couronnes suédoises (1,10 million d'euros), sera remis le 10 décembre à l'hôtel de ville d'Oslo.



TAMMI CHAPEL REUTERS

Jimmy Carter, le mois dernier: non à l'usage de la force en Irak.

Le voyageur de la paix

D'APRÈS LIBÉRATION

Jimmy Carter s'est fait ces dernières années une spécialité des rôles de médiateur dans les situations les plus diverses. Avec son Centre Carter, créé à Atlanta, la capitale de son État natal, et financé par la fortune de ce millionnaire de la cacahuète, l'ancien chef d'État redevint simple citoyen prend son bâton de pèlerin pour contribuer au règlement des crises partout dans le monde. Il appuie par exemple des pourparlers entre l'Éthiopie et les rebelles de l'Erythrée et va même jusqu'à inviter les factions rivales du Soudan du Sud à venir en Géorgie pour des pourparlers de paix.

Il dirige de très nombreuses missions d'observateurs, comme en 1990 lors d'élections au Nicaragua, où les sandinistes céderont pacifiquement le pouvoir à l'opposition. Il arrive même que ses recommandations aient une influence réelle sur la politique étrangère américaine. À la tête d'une mission au Panama en 1989, Jimmy Carter accrédite les accusations de sabotage électoral portées contre l'homme fort du pays, le général Manuel Noriega. Le début de la fin pour le militaire panaméen.

Très critiqué, au début des années 80, par les démocrates qui ne lui pardonnaient pas la débâcle électorale, il réussira progressivement à gommer son image de piètre stratège politique pour la remplacer progressivement par celle d'un « sage » de la médiation diplomatique. Ceci lui vaudra une popularité bien plus grande qu'à aucun moment de sa présidence.

En 1993, Carter est redevenu un visiteur habituel de la Maison-Blanche occupée par le démocrate Clinton, originaire d'un État du Sud comme lui, auquel il prodigue son aide pour obtenir l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Dans la seule année 1994, il intervient sur le devant de la scène dans au moins cinq points chauds du globe. En Haïti, il dirige une délégation américaine dépêchée par le président Bill Clinton pour persuader la junte locale de s'incliner pour éviter une invasion américaine. Grâce à son action, le président élu Jean-Bertrand Aristide rentre au pays.

Alors que les tensions s'accroissent entre les frères ennemis coréens, il organise une mission en Corée du Nord, où il rencontre le dirigeant Kim Il-sung et contribue à apaiser leur différend nucléaire. « La crise est finie », clame-t-il en rentrant à Washington.

Très engagé en Afrique, où il fait alterner des missions politiques avec des programmes sanitaires pour combattre le sida et les maladies tropicales, il s'intéresse notamment à la région hypersensible des Grands Lacs, avec ses deux millions de réfugiés hutus rwandais et burundais.

Sensation

Plus récemment, son voyage à Cuba avait fait forte sensation. Opposé au boycottage, ce fervent partisan d'une démocratisation du régime cubain avait pris fait et cause pour les dissidents du régime et fait connaître leur combat au monde entier. Lors d'un discours retransmis par la télévision cubaine, Jimmy Carter avait exposé publiquement ses critiques du régime dans le domaine des droits de l'homme devant un Fidel Castro impassible, le pressant d'ouvrir ses prisons aux observateurs internationaux.

Infatigable missionnaire de la paix, il revendique lui-même une part de naïveté et d'angélisme.

En 1991, interrogé sur la manière dont il jugeait sa présidence, il avait répondu: « Il [Carter] a essayé de faire de son mieux, entrepris ce qu'il fallait tenter, sans toujours réussir. Peut-être était-il naïf à beaucoup d'égards. » Jeune retraité de la politique âgé de 56 ans à sa sortie de la Maison-Blanche en 1980, Jimmy Carter a raconté dans un livre coécrit avec sa femme Rosalyn le bonheur de sa vie d'après. Paru en 1987, le livre s'appelait *Tout à gagner - Comment tirer le meilleur parti du reste de sa vie*. Mission largement accomplie pour Jimmy Carter.



Partagez vos économies

Du vendredi 11 au lundi 14 octobre

ÉCONOMISEZ 10 %
SUR TOUT ACHAT DE 100 \$ ET PLUS

18+

La modération
à bien meilleur goût.
Educalcool

Offre disponible dans
WWW.SAQ.COM

18 ans et plus. Titulaires de permis et agences de la SAQ exclus. Offre également disponible dans les Comptoirs Vin en vrac. Achats non cumulatifs. Cette promotion est applicable à tous les achats à l'exception des chèques-cadeaux SAQ.

Jean-Pierre Sawaya
Alliance
et dépendance

Comment
la Couronne
britannique
a obtenu la
collaboration
des Indiens
de la vallée
du Saint-
Laurent
entre 1760
et 1774

L'auteur livre le voile sur un aspect différent des relations anglo-américaines, les stratégies coloniales de contrôle et d'intégration des Indiens de la vallée du Saint-Laurent, les processus d'alliance et de dépendance, depuis la conquête britannique du Canada jusqu'à la révolution des colonies américaines.

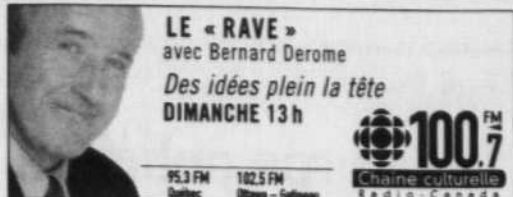
SEPTENTRION
www.septentrion.qc.ca

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Faculté de l'éducation permanente

La faculté d'évoluer.

514 343-6090
www.fep.umontreal.caUniversité
de Montréal

Bernard Landry et les compétences exclusives du Québec en santé

Ottawa peut garder tout son or

Si le fédéral impose ses conditions, le Québec « ne se laissera pas acheter »

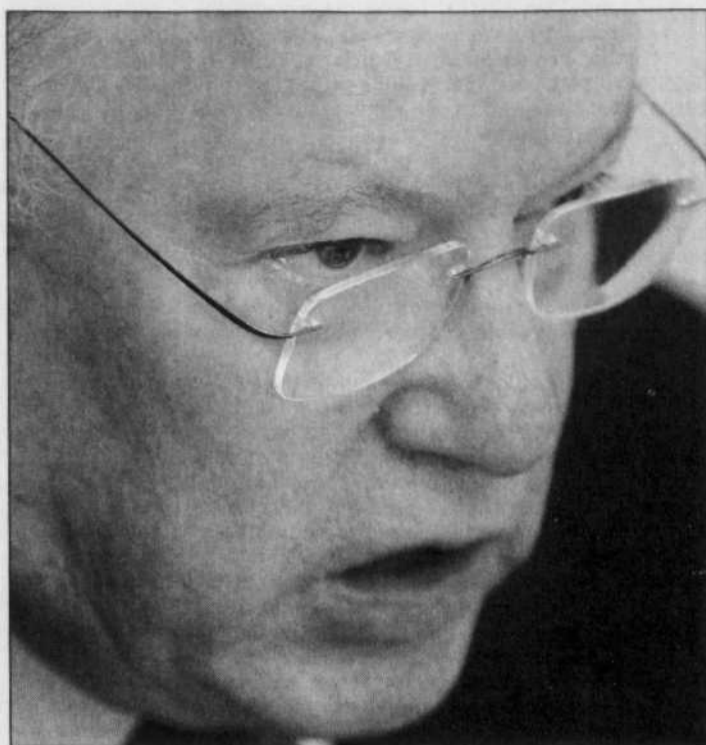
Le gouvernement québécois ne se laissera pas acheter: Ottawa peut garder son argent s'il impose des conditions qui empiètent sur les compétences exclusives du Québec en santé, assure Bernard Landry.

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Bernard Landry est prêt à renoncer à l'argent qu'offrirait le gouvernement fédéral pour renflouer le système québécois de soins de santé si Ottawa impose des conditions qui portent atteintes à la compétence exclusive du Québec en ce domaine.

Le gouvernement fédéral peut garder son argent s'il cherche à empiéter dans les responsabilités en santé que la Constitution de 1867 confère au Québec. « On peut en arriver là », a prévenu le premier ministre lors d'une entrevue qu'il a accordée à l'équipe du *Devoir* hier. « Il y a des principes, là. Et on ne se laissera pas acheter », a-t-il dit.

Pour contrer le sous-financement du système québécois de santé, le premier ministre ne compte ni sur un système de santé à deux vitesses, tout à fait inacceptable à ses yeux, comme le propose l'Action démocratique du Québec, ni sur une diminution des budgets consentis aux autres missions de l'État, à l'instar du Parti libéral, ni même sur la caisse santé dont rêve François Legault. Bernard Landry a les yeux tournés vers Ottawa. « Surtout, Romanow s'en vient », a-t-il dit. Le rapport de la commission présidée par Roy Romanow sur « le système canadien de santé » est atten-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Bernard Landry: « Il y a des principes, là. »

du en novembre, et le premier ministre Jean Chrétien tiendra sur cette question une conférence fédérale-provinciale des premiers ministres en janvier.

La commission Romanow ne pourra pas suggérer autre chose « qu'une correction quelconque du financement fédéral », prévoit-il. Conscient que cette correction prendra sans doute la forme traditionnelle d'un accroissement du Transfert social canadien, le premier ministre n'entend pas cesser la bataille qu'il mène en vue de mettre fin au déséquilibre fiscal, ce qui passe par un transfert de points

d'impôt ou de la TPS fédérale en faveur des provinces. Lors des dernières conférences des premiers ministres provinciaux, à Victoria et à Halifax, son gouvernement a réussi à convaincre les autres provinces de s'unir pour exiger d'Ottawa qu'il corrige le déséquilibre fiscal. « C'est notre œuvre, c'est notre suggestion », a-t-il rappelé. « Ça commence à faire une sacrée pression sur le gouvernement fédéral. » Ce front commun, contrairement à bien d'autres qui n'ont pas tenu, va résister, croit-il. Les autres premiers ministres « savent que s'ils proposent la moindre chose qui centralise la santé

à Ottawa, ça va être: non, non, non et non, je ne signerai pas, a-t-il dit. Mais ils savent par ailleurs que si notre intérêt se retrouve avec le leur, on va être ensemble. »

À la suite du Forum national sur le déséquilibre fiscal, tenu cette semaine, le gouvernement peut compter sur l'appui de la société civile québécoise, notamment les centrales syndicales, qui pourraient mobiliser leurs membres et sensibiliser les syndicats dans le reste du Canada. Mais il rejette aujourd'hui l'idée de tenir un référendum sur le rapatriement de points d'impôt. « Je ne pense pas qu'une consultation populaire soit maintenant l'instrument le plus utile. Il y a une unanimité québécoise. »

Selon M. Landry, on assiste aujourd'hui à la confirmation de ce qu'il pense depuis des années: l'existence d'une stratégie fédérale d'étranglement fiscal. Avec leurs déclarations suggérant au gouvernement du Québec de fermer ses délégations à l'étranger, Jean Chrétien, Stéphane Dion et John Manley en ont donné la preuve. « La tactique du fédéral, c'est de dire: on va les server tellement en santé qu'un jour, ils auront à choisir entre l'urgence de l'hôpital Notre-Dame et la délégation de Paris. C'est arrivé », a soutenu M. Landry. Pas question non plus de hausser les impôts. « On va faire une sacrée bataille » pour maintenir toutes les missions que l'État québécois s'est données.

Mais Bernard Landry rejette la suggestion qu'on lui a souvent faite de mener « une bataille à la Duplessis », par exemple retenir la TPS que le gouvernement du Québec prélève pour le compte du gouvernement fédéral. Ce sont « des méthodes brutales », « aléatoires », qui entraîneraient « une vengeance terrible » de la part d'Ottawa. Plus important encore: « Nous sommes des légalistes, des lé-

gitimistes, et on respecte la Constitution. On a perdu le référendum. »

EBEL

BELUGA

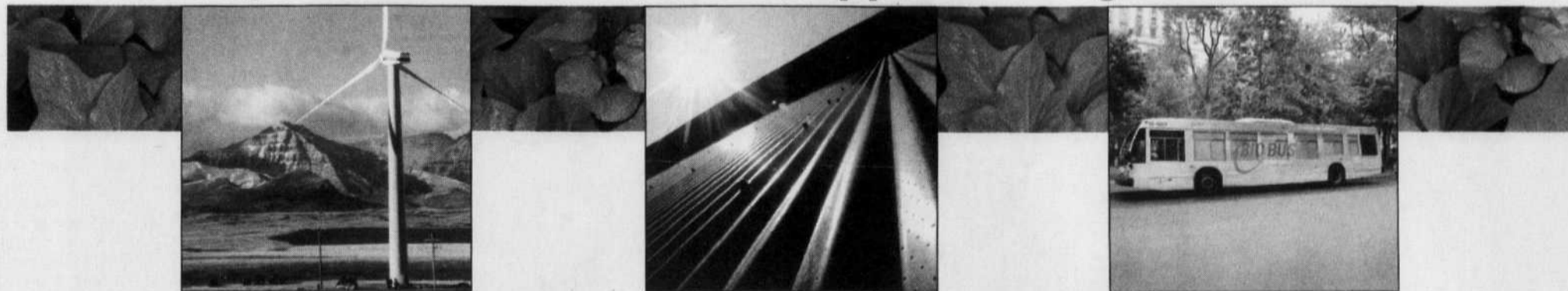
CHÂTEAU D'IVOIRE
Since 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal (514) 845-4651

Agir contre les changements climatiques

Ensemble, on peut y arriver.

Le gouvernement du Canada appuie l'énergie renouvelable...



L'énergie éolienne

... en investissant dans des éoliennes à l'Île-du-Prince-Édouard, en Alberta, en Ontario et en Saskatchewan afin de produire de l'électricité pour éclairer les maisons et même alimenter un train léger sur rail à Calgary.

L'énergie solaire

... en appuyant la technologie solaire chez Conservall Engineering Inc., un fabricant canadien de panneaux solaires Solarwall^{MC}, le système de chauffage solaire le plus efficace du monde.

Les combustibles de remplacement

... en contribuant à la mise à l'essai, à Montréal, de 155 autobus fonctionnant au biodiésel, un moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et en travaillant avec des partenaires en vue de mettre en marché d'autres sources d'énergie renouvelables et de carburants de remplacement, notamment l'hydrogène des piles à combustible.



Quand il est question de changements climatiques, il faut passer à l'action. C'est notre responsabilité à tous. Pour en savoir davantage sur les actions prises par le gouvernement du Canada et ce que vous pouvez faire, composez le **1 800 O-Canada**, ATME 1 800 465-7735, ou visitez le site **canada.gc.ca**.

Gouvernement
du CanadaGovernment
of Canada

Canada

• LES ACTUALITÉS •

Le Sommet de la Francophonie s'ouvre cette semaine dans la capitale libanaise

Beyrouth sous haute surveillance

La présence des 8500 militaires mobilisés se fait déjà sentir

CHRISTIAN RIOUX
ENVOYÉ DU DEVOIR

Beyrouth — Plus tôt cette semaine, un commando d'une vingtaine de militaires a pris d'assaut un avion sur le tarmac du nouvel aéroport international de Beyrouth. Heureusement, l'opération n'était qu'une simulation et faisait partie des nombreuses mesures de sécurité qui entourent la préparation du 9^e Sommet de la Francophonie, qui s'ouvrira vendredi dans la capitale libanaise.

Les équipes qui précèdent les 37 chefs d'Etat ou de gouvernement qui participent au sommet commencent à peine à arriver que la présence des 8500 militaires qui seront mobilisés se fait déjà sentir. Les banlieusards qui se rendent au travail voient chaque matin des convois militaires qui affluent vers Beyrouth.

Les principaux immeubles jouissent déjà d'une protection renforcée et les équipes de sécurité scrutent à la loupe les grands hôtels. Mitraillette au poing, les soldats se préparent à boucler le centre-ville et l'aéroport.

La GRC confirme d'ailleurs qu'elle échange depuis des mois des renseignements confidentiels avec les autorités libanaises afin d'assurer la protection du premier ministre.

Elle refuse cependant de dire si le gouvernement canadien a doté la garde présidentielle d'un «équipement technique sophistiqué», comme l'affirme l'hebdo magazine de Beyrouth.

Les responsables libanais ne cachent pas que le sommet se tiendra dans une situation régionale à peine moins tendue qu'après le 11 septembre 2001, alors qu'on avait choisi de reporter le sommet d'un an. Responsable de la sécurité et commandant de la garde présidentielle, le colonel Mustafa Hamdan évoquait «les délicates circonstances régionales qui entourent l'événement».

Même s'il affirme qu'aucun danger imminent ne menace la rencontre, la tension croissante avec

l'Irak fait du Moyen-Orient une poudrière. À cela s'ajoute l'ultimatum lancé par Israël contre le pompage, qui doit débiter le 16 octobre, des eaux de la Wazzani, une rivière libanaise qui alimente le Jourdain en territoire israélien. À plusieurs reprises, des hélicoptères de l'armée israélienne ont survolé les travaux qui se déroulent pourtant au Liban.

Projeter
l'image
d'un pays
enfin sorti
de la guerre
civile

Selon une source proche du ministère des Affaires étrangères libanais, la rumeur courait encore la semaine dernière que le sommet pourrait se transformer à la dernière minute en simple rencontre des ministres de la Francophonie. «Le sommet se tiendra, j'en ai l'intime conviction», a répondu à l'AFP le ministre de la Culture, Ghassan Salamé.

La tension du conflit irakien est tangible dans la capitale libanaise. Depuis deux jours, Tarek Aziz, ministre des Affaires étrangères irakien, est à Beyrouth où il a participé à une assemblée de nationalistes arabes et rencontré le président Emile Lahoud. Avant la guerre civile qui a ravagé le pays, l'Irak était un des principaux partenaires économiques du Liban.

«Les responsables n'ont pas l'intention de laisser passer l'occasion de projeter l'image d'un pays qui est enfin sorti de la guerre civile», dit Ziad Makhoul, journaliste au quotidien francophone L'Orient-Le Jour. Après tout, c'est le plus gros événement du genre jamais organisé à Beyrouth et la première fois que la Francophonie se réunit en terre arabe.»

Facture

Beyrouth n'est pourtant parvenu à boucler la facture du sommet qu'à la dernière minute. Grâce notamment à une rallonge de 250 000 \$ du gouvernement canadien qui s'ajoute aux quatre millions qu'Ottawa a prévu consacrer à l'événement.

La Francophonie ne mobilise pas autant de manifestants que les rencontres de l'OMC et du G8. Mais le sommet pourrait tout de même être perturbé par quelques conflits locaux.

Plusieurs députés de l'opposition ont menacé de ne pas assister au discours de Jacques Chirac devant le Parlement et de remettre au sommet un mémorandum dénonçant les atteintes à la liberté d'expression. L'opposition boycotte les travaux du Parlement pour protester contre la fermeture, le 4 septembre dernier, de la chaîne MTV et de la station Radio Mont-Liban (RML). Toutes deux sont accusées de «violation de la loi électorale» et d'«atteinte aux relations avec la Syrie». Il faut savoir que le Liban ne fait rien pour mécontenter son important voisin, dont l'armée contrôle plusieurs régions du sud et du nord du pays.

Protestation

Le cardinal Nasrallah Butros Sfeir, leader spirituel de la communauté maronite, a déclaré qu'il ne renoncera pas Jacques Chirac.

À Beyrouth, ce geste est interprété comme une forme de protestation. Le cardinal recevra, par ailleurs, le premier ministre Bernard Landry samedi prochain.

On s'attend à ce que le président libanais fasse tout pour ne pas indisposer son homologue français, qui a accepté de réunir prochainement les principaux créanciers du Liban pour discuter de la dette du pays, qui atteint près de 40 milliards de dollars. Les observateurs n'excluent pas que les manifestations d'opposition soient carrément interdites, comme on en a l'habitude au Liban.

Les policiers libanais avaient eu l'occasion de faire une répétition générale lors de la réunion de la Ligue arabe qui s'est tenue à Beyrouth en mars dernier. Mais le 9^e Sommet de la Francophonie est un événement beaucoup plus important. Les écoles et les universités seront fermées dès jeudi. Deux hélicoptères et deux bateaux seront mobilisés en permanence. Des unités médicales d'urgence sont prêtes à intervenir sur les lieux du sommet et à l'aéroport. Les mesures ont été prises contre une agression chimique. Même les repas servis aux chefs d'Etat et de gouvernement seront testés pour éviter les empoisonnements.

Tireur fou dans la région de Washington

Les corps policiers canadiens suivent la situation de «très près»

TOMMY CHOUNARD
LE DEVOIR

Les corps policiers canadiens n'ont mis en place aucune mesure de sécurité particulière pour répondre aux meurtres commis par le tireur fou embusqué dans la région de Washington depuis le début du mois. «Aucune indication ne laisse présentement croire que ce drame puisse s'étendre au Canada», a expliqué hier en entrevue téléphonique le caporal Benoît Desjardins, du service des communications de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

La GRC et la Sûreté du Québec (SQ) n'ont reçu aucune demande d'assistance provenant des forces de police américaines, aux prises avec un meurtrier qui a tué ou blessé grièvement par balles une dizaine de personnes. Néanmoins, les deux corps policiers se disent aux aguets et suivent la situation «de très près». «Nous ne sommes pas à l'abri de ce type de comportement. C'est pourquoi nous sommes interpellés par ce drame», reconnaît le caporal François Doré, de la direction des communications de la SQ.

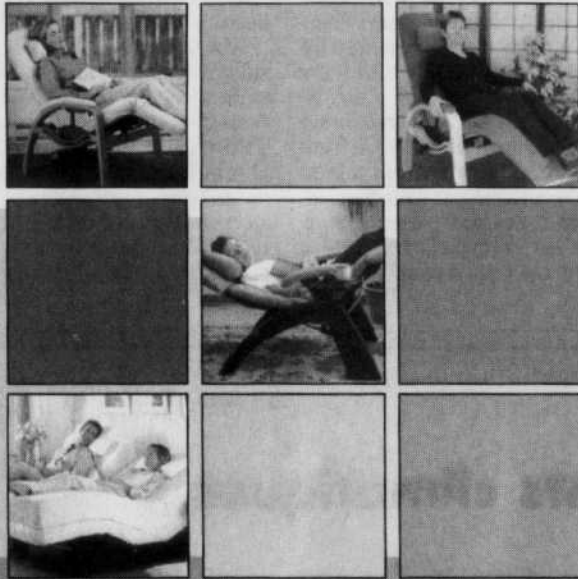
Même s'ils décrivent le drame comme un cas «particulier» et «unique», les porte-parole de la GRC et de la SQ rappellent que des échanges d'information se font continuellement entre les corps policiers du Canada et des Etats-Unis. «Toute information ou tout renseignement laissant croire que quel qu'un serait en danger ici sera pris très au sérieux», assure le caporal Doré. «Il ne faut pas créer de panique ici, prévient quant à lui le caporal Desjardins. Nous sommes au courant de ce qui se passe et avons des spécialistes sur la question pour intervenir au besoin.»

Rien
n'indique
que ce
«drame»
puisse
s'étendre
au Canada»

Boutique
Tout pour le Dos
...un rendez-vous avec le confort!



1 Henri-Bourassa Est coin Boul. St-Laurent
514-383-1582 1-800-268-1582 Stationnement privé



www.toutpourledos.com

Meuble
Un nom sans prétention
Hachelaga
Une entreprise familiale à votre service depuis plus de 30 ans
MOBILIER DE SALON : CUIR • TISSU
Ltee

AUSSI EN TON MASSIF :
CUIR • ARGENT • MIUBEL AL DIO

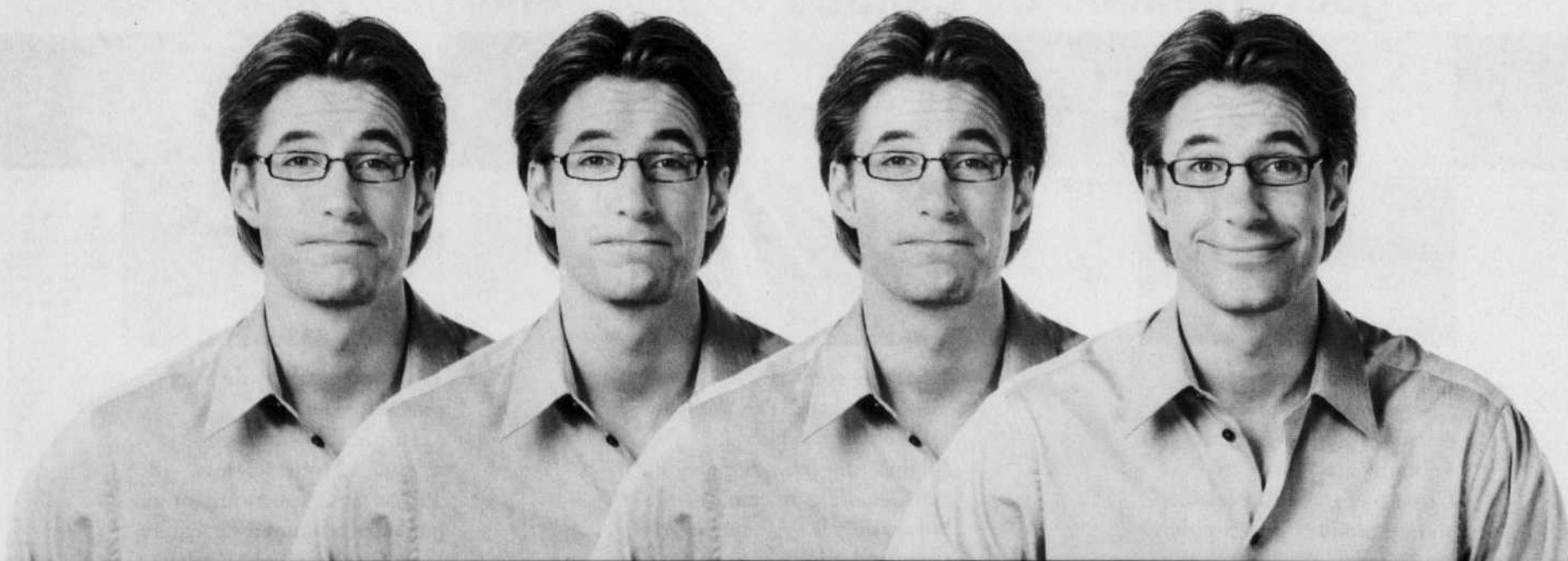
8729, Hochelaga (5 min. à l'est du tunnel Louis-H. Lafontaine) 514-354-1030
Sans frais : 1-800-357-1030 • Mercredi fermé

Acheter un chalet ?

Un triplex ?

Un commerce ?

J'le sais pas.



Mais je sais combien d'argent j'aurai.

TERME	Taux ANNUEL
1 an	2,50 %
2 ans	2,85 %
3 ans	3,30 %
4 ans	3,75 %
5 ans	4,10 %
6 ans	4,45 %
7 ans	4,70 %
8 ans	4,95 %
9 ans	5,10 %
10 ans	5,20 %

Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

Stabilité
Rentabilité
Sécurité

Boni de 1%
la première année pour les nouveaux fonds REER

OBLIGATIONS À TAUX FIXE

Taux d'intérêt fixé en fonction du terme choisi.
Choix de termes variant de 1 à 10 ans.

Pour un rendement constant dès maintenant.

Achat à partir de

100\$

Du 15 octobre au 1^{er} décembre 2002
Venez nous rencontrer à notre stand

Carrefour l'Industrielle-Alliance
977, rue Sainte-Catherine Ouest
(voisin de l'entrée du magasin Simons,
niveau métro)
Lundi au vendredi, de 10 h 30 à 16 h 30
Samedi et dimanche, de 13 h à 16 h 30

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.

www.placementsqc.gouv.qc.ca

COMPOSEZ LE

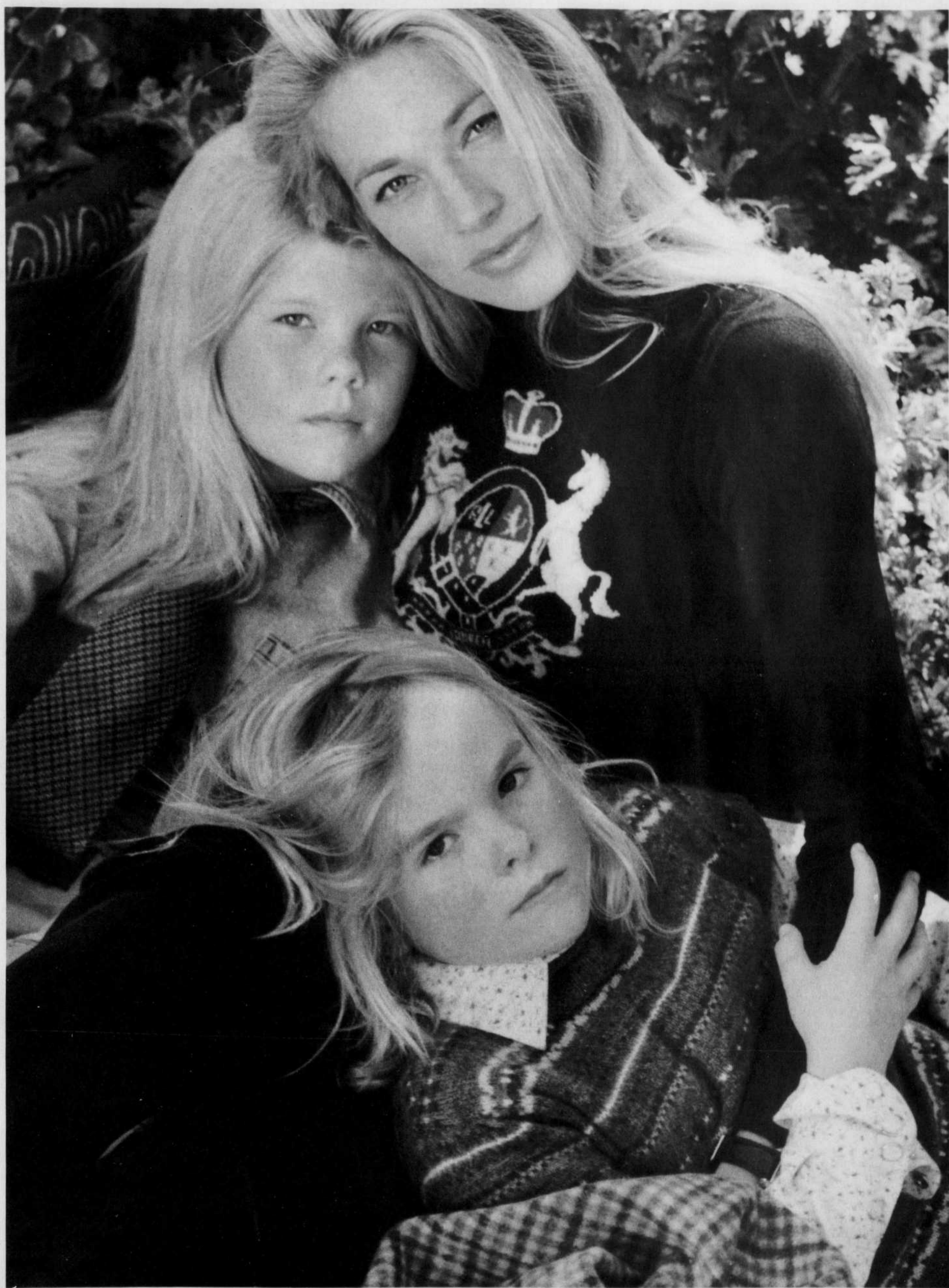
1 8 0 0 4 6 3 - 5 2 2 9

Placements

Québec

LAUREN

R A L P H L A U R E N



Collection automne-hiver 2002
Dans la tradition de Ralph Lauren

AUSSI DISPONIBLE EN TAILLES PETITES ET FORTES

BOUTIQUE AU 2^e, SAINTE-CATHERINE, ANGLE DE LA MONTAGNE (514) 842-7711, poste 296 WWW.OGILVYCANADA.COM

OGILVY

• LES ACTUALITÉS •

Le déséquilibre fiscal fait mal aux villes

Le déséquilibre fiscal désavantage les provinces, certes. Mais il nuit encore plus au sain développement des villes canadiennes, qui ne touchent que 7 % de l'argent versé par les contribuables aux gouvernements, conclut une étude de la FCM.

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

Les municipalités sont actuellement au bord de la crise financière. D'un côté, elles sont écrasées par le délestage des autres ordres de gouvernement; de l'autre, la croissance de leurs revenus est si lente qu'elle ne suffit plus à répondre aux besoins, déplore la Fédération canadienne des municipalités dans un rapport actuellement en production.

Le document, intitulé «Pour des collectivités fortes: sur la voie de la viabilité financière», brosse un portrait noir de la situation financière

des centres urbains du pays. «Les gouvernements municipaux sont sur le bord de la non-viabilité financière, peut-on lire, à mesure que leurs besoins de fonds augmentent et que s'amenuisent leurs sources de revenus.» Cette constatation vient confirmer les prétentions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui, il y a un mois à peine, dévoilait un rapport similaire. L'OCDE indiquait alors que les villes canadiennes manquent cruellement de sources de revenus pour répondre aux responsabilités grandissantes qui leurs sont confiées. Pour la FCM, comme pour

l'OCDE d'ailleurs, Ottawa a donc la responsabilité de puiser dans ses coffres pour venir en aide aux municipalités le plus rapidement possible. Les besoins, selon la Fédération, se chiffrent à 4,3 milliards par année pendant au moins cinq ans, au bas mot.

C'est qu'avec les transports, les services de police et de protection contre les incendies, la gestion des déchets, le développement économique et le logement, pour ne nommer que ces exemples, les villes doivent jongler avec d'importantes responsabilités. «Pourtant, précise la Fédération, seulement 7 % de l'argent des contribuables revient aux gouvernements municipaux, comparativement à 93 % pour les gouvernements fédéral (51 %) et provinciaux (42 %).»

Et cela n'est pas tout, précise la FCM, qui dresse une liste des

contraintes fiscales de plus en plus grandes que connaissent les villes depuis 1988:

- l'impôt foncier a grimpé de 48,6 % à 53,3 % des recettes municipales;
- l'impôt foncier par habitant a augmenté de 58 %;
- les frais d'utilisation sont lentement passés de 20 % à 21,3 % des recettes municipales;
- les transferts des autres ordres de gouvernement ont diminué de 22,9 % à 17,9 % des recettes municipales;
- les dépenses du secteur municipal ont augmenté plus rapidement par rapport à celles des autres ordres de gouvernement, soit de 7,3 % à 11 % de toutes les dépenses fédérales, provinciales et locales.

Et tout cela s'inscrit dans un contexte de croissance urbaine sans précédent.

«L'investissement dans de nouveaux travaux d'infrastructures est urgent, rappelle la FCM, les besoins au chapitre du soutien social de nombreux citoyens sont croissants tandis que se dégrade l'infrastructure vieillissante au cœur même de nos centres urbains.»

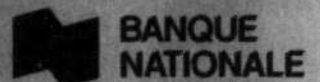
Afin d'illustrer son propos, la Fédération a notamment choisi de comparer la situation financière des villes canadiennes aux municipalités américaines. Résultat: l'éventail des outils fiscaux dont disposent les villes américaines leur offre davantage de moyens qu'à leurs homologues canadiens. Quatorze États américains permettent la perception municipale d'impôts sur le revenu et 31, les taxes de vente locales. Par conséquent, les municipalités des États-Unis dépendent deux fois plus par habitant que celles du Canada (1652 \$US contre

785 \$US), en excluant l'argent versé aux écoles locales.

Pour palier ce problème, la FCM recommande donc trois scénarios: les programmes de contribution fédéraux à long terme, le partage des recettes et l'habilitation des gouvernements municipaux à percevoir des taxes adaptées à la croissance.

Plus concrètement, la Fédération souhaite voir inscrits dans le prochain budget fédéral certains engagements tels la création d'un programme d'infrastructures permanent, l'élargissement du programme national pour le logement à prix abordable, l'appui à un réseau national de transport multimodal intégré, y compris le transport urbain, l'augmentation du remboursement de la TPS au secteur municipal et la suppression du fardeau des taxes d'accise pour les municipalités.

Une télésérie présentée par



Jean Duceppe

Découvrez un homme entier. En six parties.

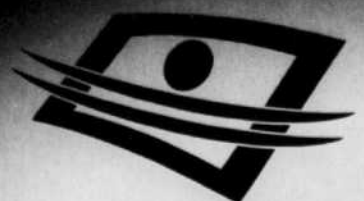
Citoyen engagé, homme de théâtre et d'action, père de famille et mari, Jean Duceppe était tout ça et plus à la fois.

Découvrez cette télésérie de 6 épisodes, à l'image de cet homme exceptionnel.

Mardi 21 h / dimanche 21 h 30
Dès le 15 octobre



Ça change de la télé



Télé-Québec
duceppe.tv

• LES ACTUALITÉS •

Maladies infantiles: du travail sur la planche

Le taux de vaccination rate la cible dans plusieurs régions

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Un rapport révèle qu'il est impossible de connaître le taux exact de vaccination des enfants de moins de deux ans au Québec et qu'il reste beaucoup à faire pour atteindre les objectifs de vaccination visés chez les jeunes enfants dans plusieurs régions.

Le quatrième bilan des Priorités nationales de santé publique 1997-2002, que vient de publier le ministère de la Santé, démontre en effet qu'il reste beaucoup de travail sur la planche pour atteindre les objectifs que s'était fixés le gouvernement en 1997.

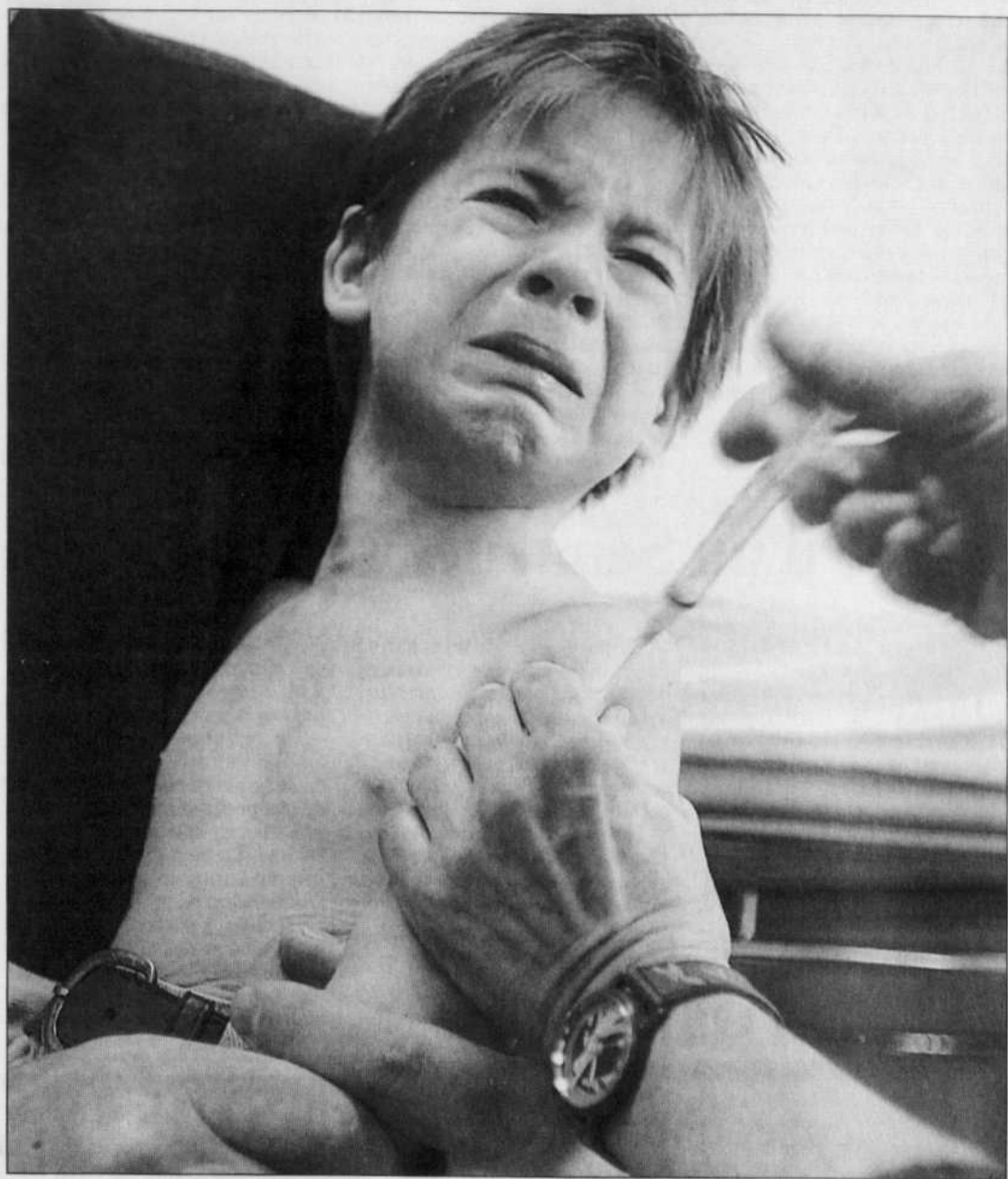
Selon cette politique, le taux de vaccination des enfants québécois contre la plupart des maladies infantiles et l'hépatite B devait atteindre 95 % en 2002. Or cette cible est parfois loin d'être atteinte, note le rapport, et les données sur la couverture vaccinale sont défaillantes.

De fait, on constate qu'il est à l'heure actuelle impossible d'avoir un portrait précis du pourcentage d'enfants de moins de deux ans ayant reçu les vaccins recommandés au calendrier de vaccination régulier.

Des données partielles permettent de savoir que le taux de vaccination de 95 % est atteint dans seulement quatre régions du Québec. Dans d'autres régions, notamment en Estrie, le taux de vaccination ne dépasse pas 79 % pour le vaccin diphtérie-coqueluche-tétanos-polio-hémophilus B (DCTPH) et 71 % pour le vaccin rubéole-rougeole-oreillons.

Selon le calendrier recommandé, les enfants devraient recevoir quatre doses du vaccin DCTPH, une dose du vaccin contre l'hémophilus influenza et deux doses du vaccin RRO à l'âge de deux ans. Or un système d'information fiable sur la vaccination n'est présent que dans les CLSC de cinq régions du Québec, soit le Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec, l'Estrie, le Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches et Laval.

«Le faible avancement dans l'implantation du système d'information sur la vaccination explique toujours notre incapacité à estimer les couvertures vaccinales des en-



ARCHIVES LE DEVOIR

Le taux de vaccination de 95 % est atteint dans seulement quatre régions du Québec.

fants québécois de deux ans», note le rapport. À ce jour, une seule région peut se targuer de fournir des données complètes sur les enfants de son territoire. Aucune donnée n'est disponible pour treize régions.

Par ailleurs, on se rend compte que les données sont peu fiables pour les enfants fréquentant la maternelle et que des taux de

vaccination oscillant entre 80 % et 97 % sont observés.

«Dans la seule région où les résultats sont complets, la couverture n'atteint toujours pas le résultat attendu», rappelle ce quatrième bilan.

Ainsi, en Estrie, où l'on dispose de données assez complètes, la proportion d'enfants qui ont reçu le vaccin RRO ne dépasse pas 80 %

et plafonne à 82 % pour le vaccin DCTPH. En Montérégie, des données provenant d'un échantillon de 12 700 enfants suivis en garderie dévoile que seulement 80 % ont reçu le RRO.

Chez les enfants d'âge scolaire, on constate que les rappels pour ces deux vaccins sont souvent oubliés. De même que la vaccination contre l'hépatite B, suggérée au

secondaire, et dont l'objectif de vaccination visé est de 95 % des enfants de 15 ans.

Ainsi, les informations disponibles en Montérégie nous apprennent que la couverture vaccinale contre l'hépatite B ne dépasse pas 45 % chez les ados. Quant au vaccin RRO, seulement 54 % des écoliers avaient reçu leur dose de rappel, tandis que 64 % avaient reçu celui contre la diphtérie et la polio.

Objectif atteint: personnes âgées

Heureusement, les résultats de vaccination obtenus chez les personnes âgées de plus de 65 ans sont très encourageants. Quatre ans après le lancement des priorités nationales de santé publique en mars 1997, on constate que le taux de personnes âgées vivant en centres d'hébergement vaccinées contre la grippe a atteint l'objectif de 80 %.

On estime que 80,6 % de cette population est vaccinée, compa-

rativement à seulement 64 % en 1996-97. Cette couverture a permis de réduire de façon substantielle les complications entraînées par la grippe chez les personnes âgées hébergées.

Il reste cependant encore beaucoup de sensibilisation à faire pour vacciner le personnel soignant dans ces centres d'hébergement et les hôpitaux, qui constitue la principale source de transmission de la grippe dans ces milieux. En effet, en 2001, seulement 28 % du personnel soignant se déclarait vacciné, ce qui est très en deçà des proportions recommandées.

Des pas importants ont aussi été faits chez les personnes âgées de plus de 65 ans vivant en «milieu ouvert», puisqu'on frise un taux de vaccination de 60 %. La part des aînés vaccinés oscille entre 53 % et 88 % selon les régions, avec une moyenne de plus de 58 % pour l'ensemble du Québec. Cela constitue un progrès significatif depuis 1996, alors que le nombre d'adultes vaccinés ne dépassait pas 42 %.

Ce que vous cherchez depuis longtemps...

nous l'avons peut-être?



230, rue Peel
Montréal
(2 rues au sud de Notre-Dame)
514.935.1812



ALPHA
Plantes
et poteries

Plus de 500 000 \$ d'inventaire,
ça donne du choix!

Nouvelle Collection Automne

Grande sélection de complets italiens

doice doice

DONNA

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de Commerce Mondial
844-9125

doice doice

UOMO

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
277-7558

Léo Lévesque

CONTES EN COUPS DE POING

Léo Lévesque

Contes en coups de poing

HISTOIRE DE PEN

HISTOIRE DE PEN

Scénario du film écrit par Michel Jetté et Léo Lévesque

Deux ouvrages qui interpellent notre solidarité pour briser le ghetto. Un seul et même combat, celui de la dignité humaine.

LANCÔT ÉDITEUR

Bourgault et... les autres.

Ce lundi 21 h
Le RIN

40 ans plus tard, Jean-Claude Labrecque retrace l'odyssée du premier mouvement indépendantiste au Québec.

Ça change de la télé **Télé-Québec**
telequebec.tv

• LES ACTUALITÉS •

Impacts économiques de Kyoto

Ottawa se veut rassurant

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Répliquant à ses opposants, le gouvernement fédéral est sorti en force hier pour faire connaître ses prévisions quant à l'impact «le plus probable» de la mise en œuvre du protocole de Kyoto sur l'économie canadienne. Celui-ci sera «modeste», assure-t-on. Mais les assurances d'Ottawa sont à prendre avec un grain de sel: elles sont basées sur un respect très partiel de nos obligations de réduction de gaz à effet de serre (GES) contenues dans le protocole.

Les hauts fonctionnaires fédéraux ont tenté de voir quels seraient les impacts de la ratification de l'accord de Kyoto sur l'emploi, la croissance économique et le revenu disponible des ménages d'ici 2010, date des premiers échéanciers du protocole. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) croîtrait légèrement moins que si rien n'est fait pour réduire les GES: 17,6% en huit ans au lieu de 18%. Le revenu disponible par ménage serait inchangé, à 68 000 \$. La croissance de l'emploi serait

amoindrie: entre 61 000 et 244 000 emplois en moins seraient créés (il s'en créerait quand même encore plus d'un million d'ici 2010).

Les secteurs du ciment, du pétrole raffiné et de l'électricité seraient les plus touchés, avec des croissances de PIB réduites de 2,4%, 3,1% et 2,8% respectivement par rapport à un scénario de statu quo. L'Ontario serait la province qui s'en tirerait le mieux, suivie de près par le Québec, ce qui s'explique, disent les fonctionnaires, par le fait que ces deux provinces seraient susceptibles de fournir les technologies nécessaires pour améliorer les performances environnementales des entreprises. La Colombie-Britannique serait la plus touchée, suivie de près par l'Alberta et la Saskatchewan.

Somme toute, les impacts sur le PIB varieraient de +0,2% à -0,5% selon la province. Une preuve, disaient les fonctionnaires hier, que, quoi qu'il arrive, les impacts seront largement répartis entre les régions et les industries.

«Notre adjectif [pour qualifier les impacts], j'imagine, serait "modestes", a dit un haut fonctionnaire.

Il faut dire que le gouvernement fédéral se bat pour gagner la guerre de l'opinion publique sur le protocole de Kyoto. Les opposants à la ratification brandissent des chiffres imposants sur les pertes d'emploi (450 000) et le ralentissement économique (de 1,5 à 2,5% du PIB ou de 16 à 30 milliards de dollars). L'Alberta, qui se veut la championne du camp des opposants, a lancé une vaste campagne publicitaire qui semble porter fruits. En quatre mois, l'appui qu'accorde la population albertaine au protocole de Kyoto est passé de 72% à 27%, selon un sondage national Ipsos-Reid publié en début de semaine. (L'échantillon albertain étant réduit, la marge d'erreur est de plus ou moins 10%.)

Les chiffres du gouvernement fédéral sont toutefois loin de refléter la réalité. Le scénario fédéral s'appuie sur l'objectif de réduire de 170 mégatonnes les émissions de GES du Canada par rapport au niveau où ils seraient en 2012 si rien n'est fait. Or, selon le protocole de Kyoto, la réduction devrait plutôt être de 240 mégatonnes (pour atteindre un niveau de GES de 6% en

dessous du niveau de 1990). La différence de 70 mégatonnes est gigantesque: 29% de l'engagement canadien. Le document fédéral émis hier après-midi indique qu'«aucune hypothèse [n'est soumise] quant à la façon d'éliminer le solde de 70 MT». En fait, il est clair que le Canada tentera d'obtenir sur la scène internationale des crédits pour ses exportations d'énergie dite «propre» à d'autres pays, une proposition qui a toujours été rejetée par l'Union européenne notamment. Le Canada évalue justement à 70 mégatonnes de GES les émissions que ses exportations permettraient de réduire.

S'il n'obtient pas ces crédits, ce que plusieurs analystes prévoient, alors les fonctionnaires assurent que la différence ne serait pas complètement compensée par l'achat de permis de pollution, ce qui pourrait coûter jusqu'à 3,5 milliards dans le pire des scénarios (advenant un coût de 50 \$ par permis d'émettre une tonne de CO₂). Des réductions réelles de GES devraient être effectuées en sol canadien, avec des conséquences accrues sur l'économie et le marché de l'emploi.

Collège Jean-Eudes

Cours secondaire complet pour filles et garçons
Établissement d'enseignement privé depuis 1953

CONCENTRATIONS :

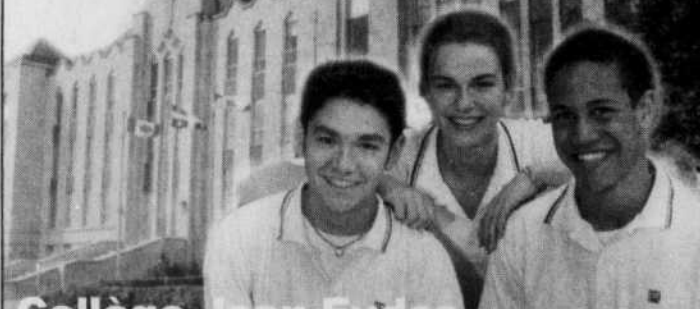
- **Arts-Études**
Art culinaire, Arts plastiques, Cinéma-Photo, Communications, Danse, Infographie, Musique, Théâtre, Scénographie/Costume
- **Éducation internationale**
Apprentissage de l'espagnol
- **Sciences**
Sciences biologiques, Génies en herbe, Informatique (Réseautique)
- **Sports-Études**
Badminton, Basket-ball, Football, Golf, Hockey, Patinage artistique, Patinage artistique/Danse, Natation, Soccer, Sports de glisse, Tennis et Volley-ball

Classé au 1^{er} rang des collèges
du Québec dans le magazine
Actualité en novembre 2001

Programmes enrichis
de la 1^{re} à la 5^e secondaire

Examen d'admission
en 1^{re} secondaire
les samedi et dimanche
19 et 20 octobre 2002
Année scolaire 2003-04
(514) 376-5740

Bourses d'études pour
familles à faibles revenus



Collège Jean-Eudes
3535, boul. Rosemont (entre St-Michel et Pie-IX)
Montréal, Qc
www.jeaneudes.qc.ca

L'idée d'un Sénat des régions reçue froidement

PRESSE CANADIENNE

Québec — L'idée du premier ministre Bernard Landry d'instaurer un Sénat des régions ne trouve pas beaucoup d'échos favorables au Québec: les milieux concernés sont sceptiques, tandis que les partis d'opposition la rejettent carrément.

En entrevue éditoriale au quotidien *Le Soleil*, M. Landry a assuré,

jeudi, que le gouvernement irait de l'avant si les milieux régionaux lui demandaient un Sénat à l'occasion du Rendez-vous national des régions, qui se tiendra en novembre.

«On est prêt à aller jusque-là», a-t-il déclaré. À l'Union des municipalités du Québec (UMQ), la présidente Francine Ruest-Jutras s'est demandé, hier, d'où émanait une telle idée. À ses yeux, «créer un autre palier de gouvernement avec un pou-

voir de taxation, alors que les Québécois s'estiment déjà suffisamment taxés et surgouvernés, ça n'apparaît pas comme une bonne idée a priori».

Un parti politique qui voudrait aller de l'avant avec une telle mesure devrait d'abord en faire un élément de son programme électoral et se présenter devant le peuple, a-t-elle estimé. De son côté, Christine Emond-Lapointe, présidente de l'Association des régions du Québec (ARQ), a soutenu que «les régions veulent une décentralisation pour que la prise de décision se fasse plus en région. Alors il ne faudrait pas réinventer la roue et créer un Sé-

nat de 90 personnes. Ce n'est pas une demande formelle des régions, il est donc difficile de dire si c'est la meilleure solution.»

Le président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), Michel Belzil, se méfie quant à lui du manque de souplesse d'un éventuel Sénat des régions et prévient qu'une telle question ne pourrait pas se régler à court terme au Rendez-vous des régions.

«On veut une structure très souple, qui va aviser le gouvernement sur toutes les questions qui touchent les régions du Québec, a-t-il expliqué

EXPOSITION

collectionneurs
d'estampes

15 octobre au 9 novembre 2002

La Société des collectionneurs d'estampes
de Montréal

en collaboration avec la
Bibliothèque nationale du Québec
propose une centaine d'œuvres
provenant de collections privées.

Bibliothèque nationale du Québec
1700, rue Saint-Denis, Montréal
du mardi au samedi de 9 h à 17 h

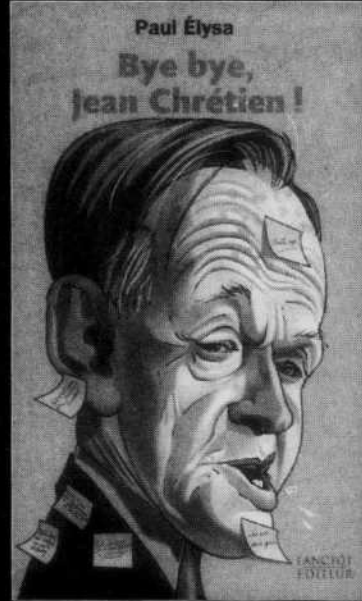
Entrée gratuite



Bibliothèque
nationale
Québec

**VOUS L'ATTENDIEZ,
LE VOICI...**

**Bye bye,
Jean Chrétien!**



101 pages • 9,95 \$

Une centaine
de déclarations
parmi
«les plus
meilleures».

Faut-il en rire
ou en pleurer?

LANCÔT
ÉDITEUR

Dans vingt ans, elles seront aux commandes!

Aujourd'hui, les carrières se dessinent à la grandeur de la planète. Les communications ouvrent la voie à des professions inconnues jusqu'ici. Les entreprises embauchent la compétence, peu importe la nationalité, la culture, la langue du candidat. Ce qu'elles recherchent, c'est avant tout le savoir approfondi. Et pour nourrir ce savoir, il faut une formation générale de haut calibre.

Le Pensionnat Saint-Nom-de-Marie prépare ses élèves à une société où la diversité des connaissances, la maîtrise des communications et la capacité de faire des choix éclairés seront essentielles à la réussite personnelle, mais également collective.

Parce qu'ici, nous formons de jeunes esprits, mais aussi de futures citoyennes.

Instruire, socialiser, qualifier.

Les finissantes du Saint-Nom-de-Marie auront en main les outils pour naviguer avec confiance dans la complexité des enjeux du XXI^e siècle.



SAINT-NOM-DE-MARIE

La formation pour réussir

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: (514) 735-5261 poste 3045 • Courriel électronique: admission@psnm.qc.ca

Partenaire académique de l'École supérieure de danse du Québec. Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy.

Examens d'admission
Samedi, 19 octobre de 9h à 12h
Samedi, 2 novembre de 9h à 12h

Cours secondaire complet pour jeunes filles.
Externat et pensionnat.

La
musique

Pour l'horaire complet,
consultez

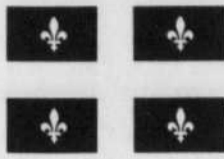
LE DEVOIR
L'agenda



FORUM NATIONAL SUR LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL

7 ET 8 OCTOBRE 2002

Nous, participants au Forum national sur le déséquilibre fiscal, exprimons notre appui à la motion de l'Assemblée nationale qui se lit comme suit : « Que l'Assemblée nationale, principalement en vue d'améliorer les services de santé, d'éducation et de soutien à la famille, demande au gouvernement fédéral de reconnaître et de corriger le déséquilibre fiscal constaté par le rapport Séguin, en tenant compte de ses recommandations qui dessinent un cadre nouveau pour les relations financières et fiscales au sein de la fédération canadienne, notamment afin que cessent ses interventions dans le champs de compétences des provinces » sans conduire le gouvernement fédéral à une situation de déficit budgétaire.



Jean Charest
Chef de l'Opposition officielle

Bernard Landry
Premier ministre

Mario Dumont
Chef de l'Action démocratique
du Québec

Andrée Gendron, directrice générale
Association des CLSC
et des CHSLD du Québec

Pierre Lucier, président
Conférence des recteurs
et des principaux des universités
du Québec

Clémence Fautoux-Lefebvre,
présidente
Fédération étudiante collégiale
du Québec

Henri Massé, président
Fédération des travailleurs
et travailleuses du Québec

Jean-Paul Cadieux, président
Association des hôpitaux
du Québec

Gilles Taillon, président
Conseil du patronat du Québec

Nicolas Brisson, président
Fédération étudiante universitaire
du Québec

Karine Blondin, présidente
Force Jeunesse

François Vaudreuil, président
Centrale des syndicats
démocratiques

Richard Fahey, vice-président
Fédération canadienne
de l'entreprise indépendante
du Québec

Vivian Barbot, présidente
Fédération des Femmes
du Québec

Michel Hémond, président du conseil
Manufacturiers et exportateurs
du Québec

Jocelyne Wheelhouse
Centrale des syndicats du Québec

François Legault, président
Fédération de l'âge d'or du Québec

Jennie Skene, présidente
Fédération des infirmières
et infirmiers du Québec

Michel Sawyer, président
Syndicat de la fonction publique
du Québec

Michel Audet, président
Chambre de commerce du Québec

Gaëtan Boucher,
président-directeur général
Fédération des cégeps

Yves Dugré, président
Fédération des médecins
spécialistes du Québec

Renald Desharnais, président
Syndicat des professionnelles et
professionnels du gouvernement du
Québec

V. I. AVEC RÉSERVES

Vivian Labrie
Collectif pour une loi sur
l'élimination de la pauvreté

Gary Stronach, président
Fédération des comités de parents
de la province de Québec

Michel Belzil, président
Fédération québécoise
des municipalités

Francine Ruest-Jutras, présidente
Union des municipalités du Québec

Claudette Carboneau, présidente
Confédération des syndicats
nationaux

Manon Beaudry Roberge,
vice-présidente
Fédération des commissions
scolaires du Québec

Louise Vanier, présidente
Fédération québécoise des
organismes communautaires
Famille

Laurent Pellerin, président
Union des producteurs agricoles

Rénauld Dutil, président
Fédération des médecins
omnipraticiens du Québec

Jean Roy, secrétaire
Fédération québécoise
des professeurs et professeurs
d'université

• LES ACTUALITÉS •

Éthique et politique

Chrétien pourrait perdre un ministre

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

Le premier ministre Jean Chrétien s'en serait bien passé, mais une fois de plus, son gouvernement traverse une tempête qui pourrait entraîner la chute d'un ministre. Cette fois-ci, c'est le solliciteur général Lawrence MacAulay qui met le gouvernement dans l'embarras et donne des arguments aux députés libéraux qui exigent d'avoir un conseiller en éthique véritablement indépendant. M. Chrétien pourrait devoir décider rapidement du sort de son ministre. Le Parlement fait relâche pour une semaine mais lui-même part mercredi pour le Sommet de la Francophonie. S'il veut éviter une reprise des attaques, il doit agir avant le retour des parlementaires.

Le conseiller en éthique Howard Wilson est actuellement à l'Île-du-Prince-Édouard pour faire enquête. Il devrait faire rapport dès la semaine prochaine à M. Chrétien, si possible avant son départ. Si les accusations s'avèrent fondées, le premier ministre sera forcé de limoger le ministre, ce qui signifierait un autre remaniement ministériel. La

clémence n'est pas une option. Plusieurs députés trouvent déjà que Jean Chrétien fait preuve de partialité envers son fidèle supporter, lui qui n'a pas hésité à se défaire d'Art Eggleton après avoir appris qu'il avait accordé un contrat à une ancienne amie de cœur. Selon le député David Pratt, ces affaires sont similaires, mais on semble avoir recours à «deux poids, deux mesures».

Enchevêtrement
d'allégations

M. MacAulay est coincé dans un enchevêtrement d'allégations qui vont de l'attribution sans soumission d'un contrat à un ami à la promotion insistante de la construction d'un pavillon dans un parc national. Le constructeur, aujourd'hui président du Parti libéral à l'Île-du-Prince-Édouard, a investi trois millions pour bâtir, sur les terres de la Couronne, un centre d'interprétation plus élaboré que souhaité à l'origine par Parcs Canada. Ce qui est inhabituel est qu'Ottawa loue cet édifice isolé, fermé une partie de l'année, et ce, pour 11,6 millions sur 25 ans.

Le dossier qui a toutefois provoqué l'intervention d'Howard Wil-

son a trait à l'attribution sans soumission d'un contrat de 100 000 \$ à une firme comptable de l'Île-du-Prince-Édouard dont un des principaux associés est l'agent officiel du ministre. M. MacAulay maintient que les règles d'attribution de contrat du Conseil du trésor ont été respectées, mais il est toujours incapable de dire quelle exception il a pu invoquer pour se soustraire à l'obligation d'un appel d'offres.

Le contrat prévoit l'offre de conseils stratégiques sans préciser qui doit les fournir. C'est finalement l'ancien sous-ministre des Anciens Combattants et ex-président de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, David Nicholson, qui a fait le travail. Ceci corse encore plus la sauce car M. Nicholson, à la même époque, avait fait des démarches auprès de la GRC et des Services correctionnels en faveur d'un projet présenté par le collège dirigé par le frère de M. MacAulay. Or ces deux organismes relèvent du solliciteur général, et une personne qui travaille pour le gouvernement n'a pas le droit de le solliciter de la sorte.

M. Chrétien, comme à l'accoutumée, a défendu son ministre, nuancé toutefois ses propos jeudi. «De

l'avis du conseiller en éthique, le ministre [de la Défense, Art Eggleton] avait enfreint les lignes directrices, et je lui ai donc demandé de démissionner de son poste au cabinet. C'est ce que je devais faire. Dans le cas du solliciteur général, nous n'avons reçu aucun avis de ce genre», a-t-il dit. Tout le monde a compris que s'il en devait en recevoir un, il s'y plierait.

Le changement de ton du premier ministre semble destiné à calmer ses troupes qui, en plus de lui reprocher sa tolérance à l'endroit de M. MacAulay, sont sur les dents à cause du projet de code d'éthique pour les députés et sénateurs. Le projet initial envisageait d'exiger une déclaration confidentielle des avoirs des conjoints des députés et d'établir des conseillers en éthique différents pour les députés et les ministres. Le premier aurait été indépendant; le second aurait relevé du premier ministre.

Le tollé a été sérieux et public. La semaine dernière, M. Chrétien aurait indiqué qu'il abandonnait l'idée d'inclure les conjoints. Cette semaine, il a entrouvert la porte à un seul conseiller en éthique totalement indépendant. Là encore, la pression des députés a joué. Le président du caucus de l'Ouest, John

Harvard, a dit publiquement que des députés libéraux pourraient voter contre le projet de loi sur l'éthique si députés et ministres étaient traités différemment et si la promesse faite en 1993 de créer un conseiller indépendant n'était pas respectée.

Le premier ministre, qui espérait redorer son blason en reprenant l'initiative sur le front de l'éthique, voit son autorité vaciller, les députés faire preuve d'audace, l'opposition attaquer et lui-même se retrouver sur la défensive.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, le ministre des Travaux publics, Ralph Goodale, s'est chargé de lui rappeler pourquoi il avait promis d'agir... Il a en effet rendu public le rapport de l'enquête administrative sur les dossiers de commandite. Les 126 dossiers examinés, sur les 712 ouverts entre 1997 et 2000, étaient souvent incomplets. Certains ne contenaient même pas de demandes des organisateurs. Dans certains cas, il manquait des factures. Dans d'autres, il y en avait trop, ou on avait facturé deux fois certaines heures travaillées. Treize dossiers sont maintenant entre les mains de la GRC.

EN BREF

Rendez-vous
manqué avec le
ministre Coderre

(Le Devoir) — Une douzaine de femmes algériennes, accompagnées de leurs enfants, se sont rendues hier au bureau de comté de Denis Coderre, ministre fédéral de l'Immigration, dans l'espoir de le rencontrer. Depuis la levée du moratoire sur le renvoi des Algériens en avril dernier, une trentaine de personnes ont dû plier bagage pour retourner dans leur pays et onze autres doivent être expulsées sous peu. En l'absence du ministre, retenu à Ottawa, les femmes ont pu s'entretenir avec un de ses adjoints. Elles ont réclamé le retour du moratoire et l'arrêt des expulsions car, disent-elles, l'Algérie est toujours le théâtre d'actes de terrorisme et d'assassinats. Elles ont aussi demandé une rencontre avec le ministre. Le Comité des femmes sans statut poursuit sa campagne de sensibilisation et a invité tous ceux et celles qui appuient la cause des Algériennes à participer à une marche dont le départ est prévu aujourd'hui à 13h devant les bureaux de l'Immigration, au 1010, Saint-Antoine Ouest.

Les procureurs
de la Couronne
restent fermes

(PC) — L'appareil judiciaire québécois tourne au ralenti alors que les procureurs de la Couronne maintiennent leurs moyens de pression et que les négociations sont au point mort. Les procureurs affirment qu'ils ne reprendront pas leurs activités tant et aussi longtemps que le gouvernement n'aura pas répondu à leurs exigences, et ce, malgré l'absence de rémunération et de fonds de grève. Ce sont les cadres qui assurent les services essentiels et autorisent les plaintes, mais les causes à la Cour du Québec sont reportées, sauf dans quelques exceptions. Les procureurs sont toutefois au travail en Cour supérieure. L'Association des substituts du procureur général du Québec affirme que ses membres ne reculeront pas et reconnaît qu'ils s'exposent à une éventuelle loi spéciale.

Une journée
avec
MOZART

Neuf heures de programmation spéciale pour redécouvrir la vie et l'œuvre d'un des compositeurs les plus prolifiques de tous les temps.

Lundi 14 octobre dès 9h

Animation : Mario Paquet

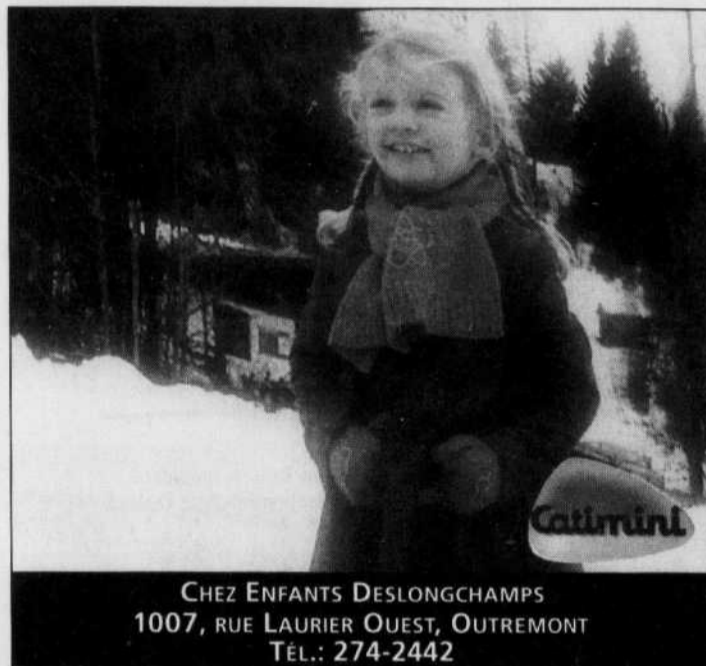
Réalisation : Geneviève Sarda

CHAÎNE

culturelle radio

Radio-Canada

100.7 FM Montréal
95.3 FM Québec
102.5 FM Ottawa-Gatineau



CHEZ ENFANTS DESLONGCHAMPS
1007, RUE LAURIER OUEST, OUTREMONT
TEL.: 274-2442

Invitation à la population

Élections 2002
Aux conseils d'administration
des établissements publics
de santé et de services sociaux

Les citoyennes et citoyens du Québec sont invités à voter pour élire des membres aux conseils d'administration des établissements publics de leur région.

Vous devez voter dans la région où est située votre résidence principale. Vous pouvez voter six fois dans votre région, soit une fois pour chaque mission d'établissement décrite ci-dessous :

1. un centre hospitalier (CH);
2. un centre hospitalier universitaire (CHU), un centre hospitalier affilié universitaire (CHA) ou un institut universitaire;
3. un centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD);
4. un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse (centre jeunesse), un centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (CRJDA), un centre de réadaptation pour mères en difficulté d'adaptation (CRMDA);
5. un centre de réadaptation pour personnes alcooliques et autres personnes toxicomanes, un centre de réadaptation en déficience physique;
6. un centre local de services communautaires (CLSC) ou le centre de santé qui dessert la population du territoire sur lequel est située votre résidence principale.

Les bureaux de scrutin seront ouverts de midi à 20 h

Toute personne âgée de 18 ans ou plus peut voter, sauf si elle est employée par :

- le ministère de la Santé et des Services sociaux ou par une régie régionale;
- un établissement ou par tout autre organisme qui dispense des services reliés au domaine de la santé ou des services sociaux et qui reçoit une subvention d'une régie régionale ou du ministère;
- la Régie de l'assurance maladie du Québec ou reçoit une rémunération de cette dernière.

Pour obtenir d'autres renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec la présidente ou le président d'élection, la directrice générale ou le directeur général de l'établissement en question. Vous pouvez également communiquer avec la ou le responsable d'élection de votre régie régionale.


Pour information : (514) 286-6521

Allez voter le lundi 21 octobre prochain

RÉGIE RÉGIONALE
DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX
DE MONTRÉAL-CENTRE

Santé
et Services sociaux

Québec



Nous sommes gens de parole.

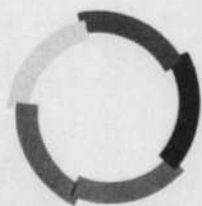
Notre accent d'Amérique a franchi tous les océans.

*Nos voix chantent et, avec elles, s'expriment la richesse des différences
et la féconde originalité des peuples.*


*Leurs échos répètent l'importance de préserver et
de promouvoir la diversité des cultures dans le monde.*

*Le français qui unit les membres de la Francophonie
nous ouvre de nouveaux horizons.*

*Les 18, 19 et 20 octobre 2002, le Québec
fera entendre sa voix au Sommet de Beyrouth, parce que*
le dialogue des cultures, nous y croyons.



*Charte de la langue
française
25 ans
et pleine d'avenir*

Québec 

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

TIREUR

SUITE DE LA PAGE 1

une description des personnes qui se trouvaient à l'intérieur de la camionnette», a poursuivi le shérif.

Les policiers ont ratisé le secteur du tir avec des dizaines de chiens à la recherche d'un indice que le tueur aurait pu laisser sur place, volontairement ou par négligence. «Nous n'avons personne en état d'arrestation pour l'instant», a dit le shérif. Un nouvel appel à témoins a aussi été lancé par la police, ce qui semble révélateur de l'absence de piste sérieuse.

Les écoles de la région ont été appelées à maintenir leur vigilance, déjà élevée ces derniers jours, et à interdire aux élèves de sortir sans être accompagnés.

La police a par ailleurs indiqué qu'un «profil géographique» du parcours suivi par le tueur depuis le 2 octobre allait être rendu public afin de tenter de déterminer une logique dans ses déplacements et éventuellement prévoir le prochain lieu d'un crime. La récompense pour la capture du tueur, alimentée par des dons de particuliers, dépasse maintenant les 330 000 \$.

Les enquêteurs ont déjà reçu quelque 8000 appels téléphoniques, parmi lesquels des indications sur l'existence de jeux vidéo proclamant «Je suis Dieu», faisant peut-être écho à la carte de tarot portant l'inscription «Cher policier, je suis Dieu», retrouvée lundi à proximité d'une école où un collégien de 13 ans avait été grièvement blessé par le tueur.

Les policiers ont constaté que le tueur commençait à faire des erreurs. Il aurait notamment laissé tomber un ticket de parking, susceptible d'aider les enquêteurs à l'identifier, notamment grâce aux empreintes.

Les enquêteurs ont en outre observé que l'inconnu prenait un surcroît de précautions en se postant à proximité d'une bretelle d'autoroute ou du beltway, la ceinture autoroutière qui entoure la capitale fédérale. Il y a une semaine, une femme de 43 ans avait déjà été blessée d'une balle dans le dos à Fredericksburg alors qu'elle chargeait ses emplettes dans sa voiture garée dans le stationnement d'un supermarché. Cette agression avait ensuite été liée au tueur embusqué qui terrorise la région. Trois des victimes ont d'ailleurs été tuées dans des stations-service.

De nouveau, un morceau de vie réelle, aux États-Unis, ressemble à l'un de ces films d'angoisse dont Hollywood s'est fait une spécialité. L'étendue du territoire parcouru par le tueur et le fait qu'il agit à proximité de la capitale fédérale, enclavée entre le Maryland et la Virginie, a pour conséquence que neuf services de police différents travaillent sur l'affaire. Deux cents enquêteurs sont mobilisés, mais il a fallu attendre mercredi pour que soit mis en place un dispositif de centralisation des renseignements fournis par le public.

Contre le vœu de certains élus, l'enquête n'est pas dirigée par le FBI, la police judiciaire fédérale, mais par le chef de la police du comté de Montgomery, Charles Moore, qui a du mal à s'imposer. La carte de tarot, dont il n'aurait eu lui-même connaissance que 24 heures après sa découverte, a provoqué une polémique. M. Moore a reproché aux médias d'en avoir fait état et accusé ses confrères du comté voisin d'être à l'origine de la fuite. Selon des sources policières, le tueur, sur la même carte, aurait demandé le secret, ce qui indiquait peut-être qu'il voulait établir un dialogue avec les enquêteurs.

Les profiteurs, qui tentent de définir le champ des recherches, sont perplexes. Ils estiment qu'il ne s'agit pas d'un tueur en série, ses victimes n'ayant aucun point commun et ses crimes étant rapprochés dans le temps, ni d'un individu cédant à une rage meurtrière, ceux-ci ayant tendance à changer de région d'un crime à l'autre. Compte tenu du fait qu'il s'agit vraisemblablement d'un homme, ils n'excluent pas qu'il ait un acolyte, qui lui servirait de chauffeur.

Les policiers recherchent une camionnette blanche, remarquée par des témoins près de l'école de Bowie et sur les lieux du crime, hier à Fredericksburg. Les balles utilisées par le tueur et la précision de ses coups ont fait penser, un moment, à un ex-militaire ou à un tireur d'élite toujours en service.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Asthme: sortir des sentiers battus

Une tête d'affiche de la recherche bat en brèche les idées couramment répandues

Une tête d'affiche de la recherche sur les allergies et l'asthme, Thomas Platts-Mills, de l'université de la Virginie, bat en brèche les idées couramment répandues sur les sources de ce fléau des temps modernes. Ce chercheur brillant et original participait ces derniers jours au congrès international sur la santé respiratoire qui se tenait à Montréal, où il a exposé son interprétation de cette prévalence accrue de l'asthme dans les pays industrialisés depuis les années 60.

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Thomas Platts-Mills, directeur du service d'allergies, d'asthme et d'immunologie clinique à l'université de la Virginie, recommande aux gamins asthmatiques de faire davantage d'activité physique alors que la plupart d'entre eux s'interdisent habituellement de faire du sport par peur de déclencher l'obstruction de leurs bronches. Par ailleurs, le professeur Platts-Mills ne voit aucune menace pour la santé des enfants de laisser gambader chiens et chats dans la maison. Bien au contraire. Il a été l'un des premiers scientifiques à affirmer que la présence de ces bêtes accroît la tolérance à divers allergènes... mais pas pour la même raison que celle invoquée par les autres spécialistes de la question.

«Dans les années 30, le rhume des foins [fièvre des foins] était devenu passablement répandu à New York et à Londres. Toutefois, personne ne parlait d'asthme, rappelle-t-il. Mais entre 1965 et 1995, la prévalence de l'asthme a été multipliée par 20 dans certaines régions du monde industrialisé. Pourtant, au cours de cette même période, les cas d'allergies ne se sont accrues que de 50 % [0,5 fois plus].»

Qu'est-il donc arrivé pendant ces années? Les gens vivent plus à l'intérieur qu'avant. Casaniers, ils sont ainsi davantage exposés aux allergènes qui se concentrent dans les maisons, dont les ouvertures sont plus hermétiques que jadis. «Les inté-

rieurs de maison sont souvent chauds, humides et couverts de tapis, autant de conditions qui favorisent la prolifération des acariens», précise Thomas Platts-Mills. Or, pour les personnes dotées d'une prédisposition génétique à l'allergie, de telles concentrations d'acariens peuvent déclencher de terribles réactions allergiques et, éventuellement, de graves crises d'asthme.

Le chercheur fait remarquer que dans les zones rurales des pays pauvres, où les habitations contiennent peu d'acariens, nombre d'enfants répondent positivement aux tests cutanés destinés à mesurer leur sensibilité à divers allergènes. Pourtant, ces gamins ne présentent aucun des symptômes corollaires. «Ces enfants devraient souffrir d'asthme mais ne se plaignent d'aucun malaise de ce genre, dit-il. Par contre, en Amérique, les enfants dont les tests cutanés sont positifs souffrent de rhinites, d'asthme et d'eczéma. Dans les pays en développement, le sang des enfants semble renfermer un élément protecteur, possiblement associé à la présence de parasites [qu'ils auraient contractés].»

Si l'asthme est aussi fréquent en nos contrées de nos jours, c'est aussi en raison de la meilleure santé de la population. On ne souffre plus de maladies parasitaires et beaucoup plus rarement d'infections bactériennes. L'usage excessif des antibiotiques et l'immunisation favorisée par la multitude des vaccins administrés jouent aussi pour beaucoup.

«Il est possible que si les personnes sont en meilleure santé, elles gagnent du poids», affirme le scientifique. Or il est bien connu que l'embonpoint rend la respiration plus difficile, ajoute Isabella Annesi-Maesano, chercheuse à l'INSERM de Villejuif, en banlieue parisienne.

Un autre facteur qui, aux yeux de M. Platts-Mills, est probablement très déterminant est le déclin de l'activité physique. «Si les gens font suffisamment d'activité physique, ils seront protégés contre l'asthme», déclare-t-il. L'exercice peut carrément éliminer les symptômes de l'asthme. Cela est très difficile à démontrer car les asthmatiques développent un bronchospasme lorsqu'ils pratiquent un sport, mais je crois que la recommandation doit être la même que pour les maladies cardiaques. Plusieurs affirment que l'exercice peut provoquer

un infarctus si vous êtes atteint d'une maladie cardiaque. Cela n'est pas vrai. L'activité physique prévient ces accidents cardiaques, et il en est de même pour l'asthme. L'exercice devrait carrément figurer parmi les traitements contre l'asthme.»

L'autre recommandation sur laquelle Thomas Platts-Mills insiste est l'élimination d'un allergène en particulier de l'environnement de la personne prédisposée aux allergies: la poussière infestée de microscopiques acariens. Fort des résultats de plusieurs études qu'il a menées, il affirme que la présence d'une espèce féline dans la maison semble par contre diminuer la sensibilité aux pollens, aux chiens et aux chats. «Si vous avez un chat à la maison, vous diminuez votre risque de souffrir d'allergies et d'asthme ou, du moins, vous ne l'augmentez pas», résume-t-il. Si une personne souffre de graves symptômes d'asthme en la présence de chats, Platts-Mills conseille néanmoins d'éliminer la bête.

La présence d'un chat à la maison ne réduit toutefois pas le risque d'allergie aux acariens de la poussière, prévient-il. Les acariens sont de puissants allergènes qui prennent la forme d'enzymes alors que les allergènes contenus dans la salive des chats sont de plus petites particules dépourvues d'activité enzymatique.

Selon M. Platts-Mills, le phénomène de tolérance qui semble se développer lorsque les personnes vivent en compagnie d'un chat ne s'explique pas par la présence d'endotoxines, ces protéines contenues dans la paroi des bactéries que véhicule l'animal, comme le soutiennent plusieurs scientifiques. En effet, les endotoxines sont présentes dans toutes les maisons, y compris celles exemptes d'animaux domestiques. «Nous portons des bactéries sur notre peau et une abondante faune bactérienne fourmille dans les tapis de nos maisons. Je ne crois pas qu'une sous-exposition aux endotoxines soit la principale explication à l'augmentation de l'asthme au cours des 30 dernières années», dit-il.

Contrairement à une autre idée répandue, «la pollution atmosphérique est certainement un facteur susceptible de déclencher les crises d'asthme», ajoute pour sa part Isabella Annesi-Maesano. «Mais il est beaucoup plus difficile de démontrer qu'il pourrait s'agir d'une cause de la maladie.»

SULEIMAN

«Je ne suis pas un politicien, je suis un cinéaste»

SUITE DE LA PAGE 1

Elia Suleiman a vécu 12 ans à New York, où il a réalisé des courts métrages, puis s'est installé en 1994 à Jérusalem, créant un département cinéma et lançant son premier long métrage, *Chronique d'une disparition*, couronné à Venise. Le passage à Cannes cette année avec *Intervention divine* lui a apporté la vraie renommée.

Quand vous demandez au cinéaste comment il a fait pour tourner *Intervention divine* en Israël, il répond que personne, là-bas, n'avait vraiment compris qu'il est Palestinien. Son directeur de production israélien faisait les démarches pour lui. Juifs et Palestiniens travaillaient au sein de son équipe. Mais une scène de tank israélien qui explose a dû être tournée à Paris. «On a aussi volé des scènes à Jérusalem», dit-il. À la guerre comme à la guerre!

Il ne s'élève pas contre l'idée d'un État palestinien mais voit plus loin, en poète, rêvant d'un pays unique et démocratique où Israéliens et Palestiniens se côtoieraient sans s'entre-tuer, dans le respect mutuel. Vous le qualifiez d'utopiste, il s'en fout. «Je ne suis pas un politicien, je suis un cinéaste, clame Elia Suleiman, mais qui a dit que deux peuples ayant tant de points communs étaient faits pour se détester? Pour l'heure, plus de un million de Palestiniens qui vivent en Israël sont marginalisés, humiliés. Les politiciens lavent le cerveau des gens. Bien sûr qu'il y a un moyen de s'entendre entre nous. Un jour, les Israéliens admettront que le sol qu'ils foulaient appartenait aux Palestiniens, que les murs de nos mai-

sons percent encore le sol des kibboutz. C'est une réalité historique, et ils ne peuvent pas continuer à la nier. Quant aux Palestiniens, ils devraient cesser d'associer tous les Israéliens au pouvoir et à l'argent. Plusieurs juifs sont pauvres, comme eux. L'ennemi n'est pas toujours là où on le cherche. Cela dit, quoi qu'on puisse reprocher à Arafat — et il a commis beaucoup d'erreurs —, il demeure un symbole pour les Palestiniens, à cause du rêve qu'il entretenait pour son peuple. Même ses détracteurs assisteront à ses funérailles.»

À l'origine d'*Intervention divine*, il n'y avait pas de message politique mais une situation personnelle. Son père malade se mourait, et Elia Suleiman avait rencontré une femme qu'il aimait. Le va-et-vient entre son amour et le chevet paternel est dans le film. Le reste a été nourri par le climat ambiant et par son imagination. Une scène de combat ninja transposée à la palestinienne, qui requerrait force effets spéciaux, a avalé 20 % du budget. Qu'à cela ne tienne. «Je voulais réconcilier Bresson et Matrix, montrer qu'on peut faire un film d'auteur et distraire en même temps. Et puis, sans ce combat symbolique, mon film aurait été ennuyeux dans son message.»

La France produit ses films. À ses yeux, être cinéaste en Palestine est impossible, du moins avec la précieuse pellicule. «C'est trop cher et trop compliqué de tourner là-bas, dit-il, sauf avec les caméras numériques, souples, discrètes et économiques. Les femmes, particulièrement, se sont mises à les utiliser de façon expérimentale, et ça donne des résultats remarquables. L'avenir du cinéma dans les pays pauvres et en crise passe beaucoup par ces nouvelles technologies-là.»

LANDRY

«Je n'affirme pas que c'est la dernière chance, parce que la vie des peuples, c'est long. Mais ça se pourrait...»

SUITE DE LA PAGE 1

Étrusques, une civilisation antérieure à l'empire romain. «Je n'affirme pas que c'est la dernière chance, parce que la vie des peuples, c'est long. Mais ça se pourrait, a-t-il souligné. [...] Je me bats dans un contexte d'urgence. Vous allez me dire que ce n'est pas facile, que ce n'est pas à la mode. Tout ça est peut-être vrai, mais il y a des vertus humaines qui s'appellent le courage, la constance et la lucidité; il faut que les individus et les collectivités les pratiquent», a affirmé Bernard Landry.

Ce dernier garde l'objectif que le Québec devra être présent comme nation au prochain Sommet des Amériques, en 2005 en Argentine. «Si des partis non souverainistes sont élus, ça veut dire qu'il n'y aura pas de référendum, qu'il n'y aura pas de souveraineté — et pendant combien de temps?», a prévenu M. Landry.

Mais quand on lui oppose que cette volonté de renouveler l'intérêt pour la souveraineté ne correspond peut-être plus aux valeurs des Québécois compte tenu de l'appui à l'ADQ qui ne se dément pas jusque ici, le premier ministre dit miser sur le temps pour renverser la vapeur. Théoriquement, le gouvernement Landry peut gouverner jusqu'en novembre 2004.

Même si les prochaines élections générales marqueront «sans doute» un tournant dans l'existence du Parti québécois, il est hors de question de débattre du bien-fondé du «sacro-saint modèle québécois», comme l'a fait au début de l'été le ministre Joseph Facal. Face aux idées du chef adéquate Mario Dumont, qui critique haut et fort l'État, sa machine et son fonctionnement, M. Landry propose les valeurs de la Révolution tranquille. D'ailleurs, il souligne d'ores et

déjà que le congrès péquiste prévu à l'hiver ne sera pas une tribune pour remettre en question les principes qui soutiennent le PQ.

«Ce que je n'aime pas, c'est tout balancer à tous les 50 ans. [...] Le modèle québécois est un excellent modèle de société et il doit évoluer constamment. Autrement, il pourrait devenir désuet. Mais heureusement, il a évolué», a assuré le premier ministre, qui dit avoir contribué à «le modifier profondément». Il donne ainsi l'exemple de la création de la Commission des services essentiels, qui a permis d'éliminer les aspérités du droit de grève jadis accordé à la fonction publique.

À cet égard, M. Landry estime que le changement proposé par Mario Dumont est davantage un effet de mode, une conséquence de la société de consommation. «Changer pour changer, c'est une doctrine absurde», tranche-t-il, ajoutant ensuite que l'ADQ a au moins le mérite de susciter les échanges.

«C'est vrai qu'il y a des valeurs exprimées dans le programme de l'ADQ que nous réproposons totalement. C'est le contre-poids de nos valeurs. Nos valeurs, depuis toujours, c'est de faire en sorte qu'on soit égaux devant la maladie. Et c'est les valeurs de la Révolution tranquille, c'était les valeurs de la commission Castonguay et c'est les valeurs qui sont dans la Loi canadienne sur la santé. Le fait que quelqu'un propose une contre-valeur, pour le débat politique, c'est un enrichissement», croit M. Landry.

Au plan d'action du Parti libéral du Québec, qui prône un réinvestissement majeur en santé et en éducation couplé à une baisse des impôts, et au programme de l'ADQ, avec son taux unique d'imposition, ses bons d'études et ses projets en matière de santé, notamment, Bernard Landry répond en offrant de poursuivre sur la lancée péquiste depuis

REUTERS

Une explosion fait six morts en Finlande

Vantaa, Finlande — Une puissante explosion a tué hier six personnes et en a blessé une soixantaine dans un centre commercial de la banlieue d'Helsinki, ont déclaré les autorités finlandaises.

L'inspecteur de police en chef de la ville périphérique de Vantaa, Seppo Kujala, a estimé qu'il était trop tôt pour établir les causes de l'explosion, qui est survenue au premier étage du centre commercial Myrmannti à une heure de grande affluence.

Il a ajouté que la police ne pouvait exclure la piste de l'attentat pour l'instant, tout en soulignant qu'aucun élément ne semblait toutefois la justifier. Il n'y a aucun suspect pour l'instant, a-t-il poursuivi.

Une source de police haut placée a indiqué à Reuters, sous le couvert de l'anonymat, que cette déflagration, survenue vers 19h30 locales, avait vraisemblablement été causée par des explosifs ou des matériaux inflammables. Il a ajouté qu'il était probable également que ces matériaux aient été importés de l'extérieur du centre commercial. «En tout, 55 personnes ont été hospitalisées, mais je ne sais pas combien sont allées de leur propre chef se faire soigner, et une personne est décédée à l'hôpital, ce qui porte le bilan à six morts», a dit le responsable adjoint des pompiers de Vantaa, Leif Johansson. Parmi les blessés se trouvent neuf enfants.

L'inspecteur Kujala et le directeur technique du centre commercial, Jyrki Karjalainen, ont écarté l'hypothèse d'une explosion accidentelle due à des bombes de gaz défectueuses, évoquée par les médias.

1994. Au cœur des enjeux du prochain scrutin, croit-il, se trouve «la continuation d'un gouvernement efficace qui a fait ses preuves et qui a des principes solides, pas un saut dans le passé, dans l'inconnu.»

Dans ce «plan déjà en marche» qui rompt vraisemblablement en rien avec l'ère Bouchard, M. Landry estime tout de même qu'il se démarque par l'élan imprimé à la souveraineté. Mais il reconnaît avoir pris un train déjà en marche avec une équipe déjà en place.

Cela étant, il n'entend pas apporter quelque modification que ce soit à son cabinet ni même faire un discours inaugural pour bien marquer un virage. «Le Parti québécois a réussi l'exploit de rester social-démocrate et d'être le meilleur pour l'économie et les finances», se félicite Bernard Landry.

C'est donc avec le bilan du PQ en poche et la réalisation, au cours des prochains mois, de politiques déjà en chantier (la politique de l'eau, par exemple) que M. Landry croit pouvoir remporter les prochaines élections. Dans cette lutte à trois qui s'annonce, il n'écarte pas la possibilité de l'élection d'un gouvernement minoritaire.

Mais au delà du constat d'un terrain politique glissant, M. Landry dit s'inquiéter franchement de la baisse démographique au Québec. Et cette situation procède, analyse le premier ministre, d'un changement peut-être trop rapide dans les années 60. «Ça, c'est parce qu'à la Révolution tranquille, on a balancé très vite les valeurs familiales alors que la France, qui est une société moderne, et la Suède, qui en est une autre, ont réussi à cultiver le progressisme et à garder une démographie qui les empêche de mourir», a souligné M. Landry.